

le prolétaire

parti communiste international

SUPPLEMENT POUR
LA BELGIQUE & N° 8
LES PAYS-BAS

TRIMESTRIEL
20 fb

EDITEUR RESP.:
J. ARNOLDY
258 rue de la
jardinière-Angleur

D E C E M B R E 1 9 7 9

Dans ce numéro:

En Français :

Contre la classe ouvrière, le capitalisme est nécessairement agressif.

A quoi sert le P.S.B. ?

A nouveau des luttes dans l'immigration.

Les leçons de la grève 60-61 (2).

Bilan des grèves aux Pays-Bas.

Quelques notes.

L'unique voie de l'émancipation prolétarienne

En Neerlandais :

Parti et classe.

Parti et action de classe.

Bilan des grèves aux Pays-Bas.

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

AUX EDITIONS « PROGRAMME COMMUNISTE » EN LANGUE FRANÇAISE

- La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages 4,00 F
- Revue « Programme Communiste » :
 - Nos 1 à 46 épulés 4,00 F
 - Nos 47, 50, 56, 61 4,00 F
 - Nos doubles : 43-44, 48-49, 51-52, 55 7,00 F
 - Nos 58, 71, 72, 73 10,00 F
 - Nos 59, 60, 62, 63 5,00 F
 - Nos 64, 65 6,00 F
 - Nos 66, 67, 68, 74, 75, 76, 77 8,00 F
- Journal « Le Proletaire » - Collections reliées :
 - Volumes 1 à 4 en reliure
 - Volume 5 : du n° 211 au n° 257 (années 1976-77) 40,00 F
- Série : « Les textes du Parti Communiste International » :
 1. Communisme, et fascisme, 158 pages 8,00 F
 2. Parti et classe, 112 pages 8,00 F
 3. Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 56 pages en réimpression
 4. La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme » 100 pages 7,00 F
 5. Force, violence, dictature dans la lutte de classes, 60 pages 4,00 F
 6. Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours en réimpression

EN LANGUE ITALIENNE

- Storia della Sinistra comunista - Vol. 1 - 1912-1919: dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra, 423 pages 30,00 F
- Storia della Sinistra comunista - Vol. 2 - 1919-1920: dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale Comunista, 740 pages 40,00 F
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi, 752 pages 45,00 F
- Série : « I testi del partito comunista internazionale » :
 1. Tracciato d'impostazione — I fondamenti del comunismo rivoluzionario, 62 pages 7,00 F
 2. In difesa della continuità del programma comunista, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 12,00 F
 3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico - Comunismo e conoscenza umana, 125 pages 12,00 F
 4. Partito e classe, 137 pages 15,00 F
 5. « L'estremismo malattia infantile del comunismo » condanna dei futuri rinnegati, 123 pages 12,00 F
 6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti, 198 pages 10,00 F

EN LANGUE ALLEMANDE

1. Die Frage der revolutionären Partei, 56 pages 4,00 F
2. Revolution und Konterrevolution in Russland, 86 pages 6,00 F
3. Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus, 76 pages 6,00 F
4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus, 88 pages 8,00 F
5. Was heisst es, den Marxismus zu verteidigen ?, 132 pages 10,00 F
6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf, 74 pages 8,00 F

EN LANGUE ANGLAISE

- Série : « The Texts of the International Communist Party » :
 1. The Fundamentals of Revolutionary Communism 4,00 F
 2. Party and Class 5,00 F

EN LANGUE ESPAGNOLE

- Série : « Los textos del partido comunista internacional » :
 1. Los fundamentos del comunismo revolucionario 4,00 F
 2. Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase 4,00 F
 3. Partido y clase 6,00 F

EN LANGUE PORTUGAISE

- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro 5,00 F
- Série : « Os textos do partido comunista internacional » :
 1. Teses características do partido: bases de adesão 3,00 F
 2. Lições das contra-revoluções 3,00 F
 3. Os fundamentos do comunismo revolucionário 5,00 F

Commandes : Editions Programme Communiste, 20, rue Jean-Bouton, 75012 Paris. Paiement par chèque ou mandat à l'ordre de F. Gambini, ou virement au C.C.P. 2202-22 L Marseille (F. Gambini).

Envois : nous prenons à notre charge l'envoi en paquet non clos, au tarif « périodiques ». Pour les envois sous pli fermé, le spécifier expressément à la commande et ajouter 20 % pour frais d'envoi.

programme communiste

n° 81

- Souviens-toi des deux guerres impérialistes
- Les revendications « transitoires » dans la tactique communiste (2)
- L'Afrique, proie de l'impérialisme :
 4. La malinise sur les matières premières
- Le programme des « Fedayin » iraniens, ou les limites du démocratisme
- Marcuse, prophète du bon vieux temps.

Presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 21
(10 novembre 1979) de

il programma comunista

- Ricordati delle due guerre imperialistiche!
- Rapporto alla riunione sindacale di partito in Italia.
- Situazione internazionale : Crisi economica e crisi finanziaria.
- Il lungo calvario della trasformazione dei contadini palestinesi in proletari (2).
- Droga : le riforme dei borghesi e i falsi partiti operai di fronte al fenomeno della droga.
- Recensioni : I peggiori servizi a Trotsky li rendono i trotskisti.
- Vita di Partito : Riunioni e conferenze pubbliche.

REUNION DE LECTEURS

LA NECESSITE DU FRONT UNI PROLETARIEN

Samedi 12 Janvier - 19 heures.
Café de la Régence, Pl Fernand Cocq

BRUXELLES (1050)

Contre la classe ouvrière, le capitalisme est nécessairement agressif.

« Nous sommes gouvernés par un tout petit nombre de grands Monstres de classe, les plus grands Etats du Globe, instruments de domination dont l'immense pouvoir pèse sur tous et sur tout. Tout en accumulant sans mystère des énergies potentielles, ils se préparent, aux quatre coins de l'horizon, à déployer des forces cinétiques immenses et écrasantes dès que la conservation des institutions actuelles le réclamera, et sans hésiter le moins du monde devant des scrupules humains, moraux et légaux, devant les principes idéaux sur lesquels croassent du matin au soir les Tartuffes ignobles et stipendiés des diverses propagandes. »

Force, violence, dictature dans la lutte de classe. Editions Programme Communiste, p. 31.

Au fur et à mesure que le capitalisme se développe, l'antagonisme entre les classes de cette société croît également. Qu'est ce que l'ordre vécu quotidiennement aujourd'hui par la classe exploitée si ce n'est son écrasement total : physique, par la fatigue, les cadences infernales, économique par un salaire toujours plus bas, moral et politique par le matraquage de l'idéologie bourgeois

Au fur et à mesure que la productivité augmente, la concurrence entre les travailleurs va de même : entre les prolétaires dans une même entreprise, entre chômeurs ou non, immigrés ou nationaux, hommes ou femmes, jeunes ou vieux ... Il est évident que cet ordre social établi ne sert qu'à la bourgeoisie, et, au contraire, la classe ouvrière n'a d'intérêt qu'en sa rupture.

Les intérêts de la classe ouvrière et de la classe bourgeoise sont inconciliables. La bourgeoisie le sait et donc pour préserver cet ordre social elle a recours à sa justice et à ses flics, à tout son arsenal policier et judiciaire.

Toute l'histoire du mouvement ouvrier montre que la classe laborieuse est capable de s'organiser et de lutter contre cet embrigadement. La bourgeoisie en a le souvenir. Et aujourd'hui, alors que la crise économique internationale la fait revenir sur les "concessions" accordées lors de la précédente période de "prospérité" bourgeoise (sécurité sociale, allocations chômage, grille des salaires, etc ..), elle a le spectre de la classe ouvrière en lutte. Toutes les mesures policières qu'elle prend aujourd'hui le montrent. Pourquoi sinon essaierait-elle de flicher les syndicalistes dans les entreprises ? Pourquoi aussi sur un scénario de luttes grévistes très dures, de manifestations de chômeurs ... les gendarmes s'entraîneraient-ils à la répression de ce mouvement, comme ils l'ont fait dernièrement à Turknout ?

Le capitalisme n'engendre que misère et souffrance, l'impérialisme a étendu ces conditions au niveau de la planète entière et aujourd'hui il se sent menacé. Aucune loi, aucun code, aucun règlement ne l'empêchera d'utiliser la force qu'il a mise en réserve

contre quiconque s'insurgera ne serait-ce que pour le pain et le travail.

Après avoir utilisé la carotte du bien-être pour tous, du pouvoir élu par tous, représentatif des intérêts de tous - patrons et ouvriers (!) - de la justice égalitaire; la bourgeoisie n'hésitera pas à utiliser la répression ouverte, c'est à dire le bâton qu'elle tient en réserve, si la carotte ne suffit plus à garantir l'ordre social, la bonne marche de l'entreprise...

Alors face au "blindage de l'Etat démocratique", faut-il demander encore plus de démocratie ou faut-il préparer le prolétariat à se battre contre cet Etat et tous les larbins à son service, pour sa destruction et pour l'instauration de la société communiste ?

Les différents groupes et partis politiques qui se réclament en Belgique de la classe ouvrière doivent, après les récents événements intervenus dans ce pays (affaire Graindorge, répressions policières, flicage des syndicalistes...), répondre à cette question. Les positions qu'ils adoptent, montrent qu'ils sont en fait les "faux amis" de la classe ouvrière.

Nous ne parlerons pas du PSB qui fait partie de ce gouvernement. Il ne peut donc pas dire qu'il combat la répression perpétuée par l'Etat bourgeois, dont il est le fidèle serviteur.

Quant à TPO-Amada, il se lance dans une grande campagne de sauvegarde de la démocratie en danger, voyant dans la gendarmerie une menace pour celle-ci.

Certes la gendarmerie s'est fait remarquer ces derniers temps, notamment contre la grève des mineurs du Limbourg. Néanmoins, des corps spécialisés dans la répression, la bourgeoisie en aura toujours, et lui demander formellement, sans un puissant mouvement ouvrier, en cette période (1), de les supprimer relève d'une profonde ignorance de ce qu'est et de ce que signifie la démocratie bourgeoise, qui n'est autre que la dictature du Capital.

Le marxisme a toujours affirmé et démontré que les antagonismes de classe ne peuvent disparaître qu'après la destruction violente de l'Etat bourgeois et la dictature du prolétariat.

Au contraire, l'idéal pour TPO Amada serait de nier, dès aujourd'hui, les antagonismes en "neutralisant" la bourgeoisie grâce à un hypothétique "contrôle" des travailleurs; Qu'on en juge :

"La démocratie signifie que le pouvoir émane du peuple, mais dans les faits la bourgeoisie monopoliste et l'appareil d'Etat bureaucratique tiennent tout le pouvoir entre leurs mains. Dans un pays développé, avec une culture élevée comme la nôtre (ce qui signifie que les pays "sous développés", outre n'auraient pas de culture, mais en sus leur "population" pourrait crever sous le joug d'un pouvoir démocratique ou autre - Beau brevet d'internationalisme sauce chinoise-NDR) il est inévitable qu'il y ait sans cesse des réactions contre cet état de chose. Les travailleurs exigent de pouvoir décider eux-mêmes des problèmes qui les concernent directement et ils exigent un droit de contrôle ". (N° 176 de TPO)

Voilà une belle leçon que ces maoïstes donnent à la bourgeoisie : continuer d'exploiter le prolétariat, gouverner toujours mais surtout ne pas oublier la démocratie !

Quant au journal "Pour", il se cantonne à démontrer les manœuvres des fascistes, de la gendarmerie dans de grands dossiers de presse, en protestant, en dénonçant et en demandant à la justice de faire son travail.

Mais comment demander à l'appareil judiciaire, et donc à l'Etat bourgeois, d'emprisonner, de promulguer des lois pour mettre fin aux agissements de groupes qu'il couvre de ses ailes protectrices dans la mesure où ces bandes lui servent ?

- Notons que la LRT à la même position quand elle réclame la "dissolution" des groupes fascistes -

Non les fascistes n'iront pas en prison, à part quelques exécuteurs maladroits, outre à cause de leur complicité avec l'Etat, sa police et sa magistrature mais aussi et surtout parce que loin de remettre en cause les structures de la société, ils les défendent les armes à la main. La défense de la Patrie, de l'Ordre, de la Propriété tel est leur programme !

Les lois pour les arrêter existent - toutes les lois sur la "violence" en général - mais elles ne servent qu'à arrêter leurs victimes qui s'insurgent, se défendent. "Pour" le reconnaît d'ailleurs mais, visiblement, il est incapable d'être conséquent et de mener une véritable lutte contre les violences organisées de ces "bandes noires".

Certes ces violences aujourd'hui sont peu nombreuses mais les groupes fascistes s'entraînent dans des camps et sur quelques individus - le dernier en date étant Bernard E.

"La gauche" va quand même un peu plus loin puisqu'elle "propose" l'auto-défense ouvrière. "Propose", car rien n'est dit sur comment l'organiser, comment l'appliquer ...

Bref tout ce petit monde se gargarise des "droits de l'homme" - Constitution oblige ! -, de liberté, s'offusque devant la terreur, bref semble ignorer que la forme de domination bourgeoise est subordonnée à l'exigence de la puissance, du renforcement et de la

centralisation de l'Etat et de ses appareils de répression (légaux ou illégaux). Que la terreur dure tant que les différentes classes de la société vivront et que le prolétariat aura lui aussi à l'employer contre ses ennemis.

Ne serait-ce de ce point de vue, aucun de ces groupes ne prépare le prolétariat à se défendre, seule condition pour pouvoir demain attaquer.

Alors que la lutte contre les violences fascistes, pour sa liberté, le prolétariat ne peut la concevoir que dans le sens de la lutte pour un changement révolutionnaire de la société, tous les groupes centristes cherchent des alliés au prolétariat dans l'oppression et dans la petite bourgeoisie démocratique, s'appuyant sur la soif de cette dernière d'une plus grande liberté, d'une plus grande sécurité au sein même de la société toujours bourgeoise mais plus ou moins aménagée.

Que ce soit un pouvoir démocratique, un pouvoir fasciste, une dictature militaire, il s'agit toujours de la dictature de la bourgeoisie, c'est à dire une dictature sur la classe opprimée, dictature reposant sur la violence, ce qui apparaît clairement lorsque ce système se sent menacé.

Tous les récents événements montrent que la bourgeoisie est prête à se servir de ses moyens de répression, qu'elle les met au point, de concert avec les autres bourgeoisies (espace judiciaire européen par exemple).

Face à cela, les communistes doivent oeuvrer à préparer le prolétariat pour mener une lutte d'abord défensive. Il s'agit avant tout de ne semer aucune illusion sur tous les droits que peut donner la bourgeoisie, ils ne constituent pas un patrimoine éternel, la bourgeoisie peut sans cesse revenir dessus, et pour les conserver le prolétariat ne peut agir que sur un seul terrain : celui de la force. Ce n'est pas du défaitisme que de dire qu'inévitablement, et sans pour autant revenir en arrière, la bourgeoisie blinde sa machine d'Etat. Le dire c'est aider le prolétariat à préparer l'affrontement de classe de plus en plus ouvert. Et cette préparation suppose qu'on mène aujourd'hui une véritable lutte contre l'inter-classisme, car le prolétariat ne pourra mener son combat contre l'Etat bourgeois et sa répression que grâce à son organisation en tant que classe unie et non pas en dispersant ses forces dans un large front démocratique qui le stériliserait.

La répression bourgeoise sur le mouvement ouvrier ou sur certains éléments qui combattent contre l'Etat bourgeois ou simplement contre une conséquence de la société capitaliste, est une expression du combat général qui oppose bourgeoisie - prolétariat. La réponse communiste à la répression est donc inséparable de la bataille pour organiser, concentrer et diriger les forces révolutionnaires de la classe dans la lutte pour paralyser et détruire la domination bourgeoise.

1 - A ce sujet voir notre supplément n°7 "Contre la fiction démocratique".

A quoi sert le P.S.B. ?

Le Parti Socialiste (francophone) a dû se réunir par deux fois en congrès, ce mois d'octobre pour décider de son attitude. Le syndicat socialiste, la FGTB, a en effet rejeté l'accord-cadre proposé par le gouvernement alors que le parti le défend comme un compromis acceptable. Une fois de plus se trouve donc poser la question : A quoi servent des ministres socialistes ?

Le PSB, on s'en doute, est parfaitement d'accord avec Spitaels qui estime que pour "pouvoir agir il faut partager le pouvoir..." avec la droite. Seule une petite minorité (10%) du Parti (Tribunes Socialistes) a remis en cause la politique gouvernementale sans pour autant exiger le retrait des socialistes du gouvernement (1).

Ainsi donc se trouve confirmé le fait que la participation du PS au gouvernement s'explique par l'intérêt qu'y trouve la bourgeoisie; elle peut ainsi mieux faire passer ses plans d'austérité.

Ces derniers auront encore plus de chance de réussir si le mouvement syndical adopte une attitude souple, en "comprenant" les revendications ouvrières et en gardant un esprit "responsable" face aux exigences du système capitaliste. C'est le sens de la semaine d'action de la FGTB, qui montre bien que son opposition au gouvernement reste purement formelle. Debunne n'a-t-il pas déclaré au congrès de la FGTB, que la résolution présentée par le bureau unanime "n'est pas un acte d'hostilité vis à vis du Parti Socialiste et qu'elle n'exige pas la chute du gouvernement".

Ainsi pour le PS, comme pour les autres partis bourgeois, il est grand temps de mettre au point un plan cohérent permettant de rentabiliser l'économie capitaliste et donc d'imposer à la classe ouvrière des mesures que la crise rend de plus en plus urgentes: baisse des salaires, augmentation des charges de travail, fermeture des usines moins rentables et donc chômage accru etc... Tout l'art de la démocratie consistant justement à faire participer officiellement les ouvriers eux-mêmes à ce plan, par le biais du Parti censé les représenter et de concessions parfaitement fumeuses (régionalisation, "répartition" des sacrifices etc ..). Le Parti Socialiste montre qu'il est tout aussi capable, sinon plus, que les partis ouvertement bourgeois, non seulement d'imaginer mais d'appliquer un tel plan. Et dire que ces messieurs, qui reçoivent en contre-partie tous les honneurs et gratifications dûs à leur participation, n'hésitent pas à se présenter comme des martyrs : "Le PS devra choisir entre ses responsabilités et les défis (?) du pouvoir ou le confort (?) et l'anarchie de l'opposition". -Cools -

Très intéressantes sont aussi les positions que prennent les partis "plus à gauche" que le PS.

Le PCB critique la participation du PS

au gouvernement, non pour des raisons de principe, mais parce que le PS pratique une politique de droite (mais a-t-on déjà vu le PC au gouvernement pratiquer autre chose : voire la période de "reconstruction nationale après la guerre). Sans doute le PCB espère-t-il obtenir ainsi que la "Gauche" du PS prête l'oreille à ses propos. Mais n'est-il pas clair que lorsqu'il demande au PS dans son ensemble de "mettre un terme à des compromis opportunistes" et de "tirer la barre à gauche" (Drapeau Rouge du 8.IO.79), il demande à ce Parti d'être plus "crédible" aux yeux des travailleurs et donc d'être encore plus opportuniste. C'est qu'en fait le PCB de par son histoire et son programme politique n'a rien à envier à la vieille social-démocratie dans le domaine des reniements !

Quant à l'extrême gauche et à ses deux plus beaux fleurons : la LRT et le PTB (TPC Amada, baptisé "Parti du Travail de Belgique ?!!), leurs positions sont assez proches mais pourtant diamétralement opposées aux intérêts de la classe ouvrière.

C'est ainsi que la FTB n'hésite pas à écrire "que les PS rejoignent le front des ouvriers pour se battre avec eux contre une offensive de la droite. Il ne s'agit pas de demander aux ministres socialistes de quitter le gouvernement, mais bien qu'ils s'alignent sur les revendications des ouvriers, en vue de défendre leurs intérêts ...". Cela sous le titre éloquent : "Le PS doit défendre les revendications des travailleurs" (TFO du 28.II.79).

Autant demander au loup de se manger la queue plutôt que la brebis à sa portée!!!

La LRT se tient sur le même terrain, la seule différence étant qu'elle demande aux ministres socialistes, ainsi qu'à ceux du MOC, de quitter le gouvernement afin de constituer à eux seuls le gouvernement chargé de "promouvoir un plan anti-crise du mouvement ouvrier" : "la LRT pense - et l'expérience historique le confirme (?) - que la lutte pour le socialisme passe d'abord par une phase préparatoire où les travailleurs portent d'abord en avant leurs directions traditionnelles". Même si cela était, le rôle des révolutionnaires est justement de dénoncer à l'avance la trahison inévitable du réformisme et de préparer dès aujourd'hui les travailleurs à la guerre de classe ouverte. Et il est clair que dans cette guerre, l'affrontement ne sera pas entre partis de "droite" et de "gauche", mais bien entre la classe ouvrière - dirigée par son Parti de classe - et la coalition des forces de conservation sociale, qu'elles soient de "droite" ou de "gauche"!

La LRT invente une nouvelle théorie de la "révolution par étapes", si chère aux staliniens et aux menchévicks, pour pouvoir justifier son soutien réel aux partis soi-disant ouvriers.

Lettre des Pays-Bas: bilan des grèves.

De la Fin Août à la mi-October, les ports hollandais ont été agités par des grèves importantes engagées par les dockers et les "remorqueurs". Cette lutte, malgré des limites indéniables, est venue briser une relative "paix sociale" qui apparaissait déjà précaire avec la crise. Elle a montré que la classe ouvrière secoue la torpeur où l'avait plongée des dizaines d'années de "prospérité" capitaliste, même dans des pays où, pour des raisons historiques, la dose de somnifère avait été particulièrement massive. La grève qui a surtout touché le port de Rotterdam (le plus important d'Europe) était la première depuis la grande grève sauvage de 1970, elle s'est à nouveau déroulée contre les appareils syndicaux et la social-démocratie mais les travailleurs ont eu à faire aussi à d'autres forces politiques qui ont particulièrement contribué à stériliser la lutte : le CPN (Parti Communiste) et le GML (organisation maoïste influente dans le port). C'est en effet ces 2 partis qui ont dirigé dans les faits le mouvement et qui portent la responsabilité de son échec relatif.

La grève a éclaté dans le port à cause de la faillite du système des "contrats" qui garantissait l'indexation des salaires sur le coût de la vie et qui n'a pu être maintenu à cause des "contraintes économiques" actuelles. Une austérité tout à fait admise par le syndicat social-démocrate, le FNV, qui compte 8500 membres (1). C'est pour quoi la direction de celui-ci a été désavouée dès avant la grève. En Août 78, les syndiqués avaient voté pour une augmentation des salaires et en Avril 79, ils avaient rejeté un accord dérisoire qui avait été conclu par les dirigeants syndicaux et qui ne prévoyait qu'une augmentation de 0,12 florins par heure ! Le FNV s'était alors déclaré contre toute nouvelle négociation et le patronat lui-même l'avait invité à reprendre les négociations, sentant le climat social se dégrader.

Parallèlement, on assiste à la création d'un comité de dockers de Rotterdam qui est en réalité propulsé par le CPN. Ce dernier, par ce biais, va vouloir profiter du mécontentement sans pour autant préparer la lutte réelle, c'est à dire la grève, pour obtenir des revendications qui se font jour dans les assemblées syndicales depuis plusieurs mois : 30 florins net par semaine, retraite à 50 ans, 25 jours de vacances, indexation des salaires, les 35 heures et la cinquième équipe. Seuls les maoïstes du GML font un peu de propagande pour la grève. Tout ceci explique que cette dernière éclate spontanément et qu'elle n'a pas de dote d'un organe de direction, le comité de grève, qu'au bout de quelques jours.

La grève des dockers va éclater suite à la condamnation de 16 remorqueurs grévistes

du port de Rotterdam, alors que cette catégorie de travailleurs menait une lutte pour des revendications similaires à celles des dockers (environ 500 grévistes qui paralysent l'activité du port, sauf pour le pétrole qui ne dépend pas des remorqueurs municipaux).

La grève des dockers a été massive et paralysait pratiquement l'ensemble du secteur non mécanisé du port (12000 dockers), sans pour autant entraîner le secteur mécanisé des containers (1100 dockers qui assurent à eux seuls 85% des déchargements). Il apparaît donc d'emblée que l'extension de la lutte à ce dernier secteur est absolument indispensable pour donner à la grève toute son efficacité. Si le mouvement n'est justement pas parvenu à cet objectif, ce n'est pas seulement pour une question de force. En effet, s'il était très difficile à cause du manque de contact préalable d'étendre la grève à d'autres ports, il s'agissait de montrer une détermination à empêcher toute activité du port de Rotterdam. Pour ce faire, l'arme fondamentale des grévistes devait être une organisation ferme recourant aux piquets de grève massifs et à l'auto-défense face aux interventions policières. Malheureusement les pas faits dans ce sens ont pratiquement été spontanés et n'eurent lieu qu'après 15 jours de grève, lorsque les négociations étaient dans l'impasse. Ce qui manquait aux grévistes, ce n'était pas tant le courage, ils en ont fait preuve à plusieurs reprises face à la police, mais c'était surtout l'organisation classiste pour diriger la lutte. Le comité de grève ne fut nullement à la hauteur, alors que les travailleurs comme en 70 avaient complètement rejeté les bureaucrates stipendiés du syndicat social-démocrate - qui va d'ailleurs perdre 400 adhérents - (sans parler du syndicat chrétien), la direction qui s'est engagée pour prendre la tête des grévistes ne montra aucune détermination réelle à empoigner les armes de classe. Et pour cause ! D'abord, c'est au bout du troisième jour de grève, que les dockers obligent pratiquement "le comité de dockers" et le groupe influencé par le GML à fusionner et à constituer le comité de grève. Sur la base de deux délégués par entreprise, le comité va compter 80 membres. Même si tous ces membres n'étaient pas influencés par ces deux partis stalinien, les principaux dirigeants l'entraîneront dans la direction voulue par leur parti. Ceci a eu une grande importance dans l'orientation de la grève qui va s'avérer catastrophique sur de nombreux points. Premièrement, en se comportant comme un mini-parlement où les désaccords sont formulés puis étouffés afin de présenter une unité de façade lorsque le comité se trouve face à l'A. G. [Lors de ces dernières qui rassembleraient en moyenne 1000 travailleurs, les dockers pouvaient prendre la parole, mais

jamais il n'y eut un appel à trancher sur quoi que ce soit, sauf pour savoir s'il fallait ou non continuer la lutte]. Deuxièmement, ce comité laissa planer longtemps l'illusion que le nombre des grévistes - même si ces derniers restés passifs - suffirait à faire plier le patronat, alors que comme nous l'avons vu, il fallait à tout prix étendre la grève au moins au secteur "containers" de Rotterdam, puis aux autres ports. Plus important même, le CPN, par le biais de ces membres dans le comité, va mener une campagne contre les "provocations" que constituent les tentatives de briser les blocus policiers établis autour des grévistes. C'est sans doute pourquoi les tentatives allant dans le sens de l'extension de la grève ont été très faibles, ce qui a permis à la police de faire respecter la "liberté du travail" en arrêtant quelques dizaines de

Troisièmement, le comité de grève défendra une conception très limitée de la solidarité, préférant des manifestations en direction de l'opinion publique à de réelles actions en direction des entreprises.

Ceci a fait que parfois les travailleurs sont allés plus loin que l'aurait voulu le comité de grève, ce qui leur valait alors d'être ouvertement condamnés par le CPN. C'est ainsi qu'ils ont occupé le siège du syndicat social-démocrate pour obtenir l'ouverture des caisses de grève et ont maintenu leurs revendications même quand le porte-parole du CPN dans le comité de grève les invitait à être raisonnables en abaissant leurs exigences (28,50 Fl. brut par semaine, au lieu de 30 net).

Le mouvement, dans ces conditions, ne pouvait malheureusement que piétiner, puis refluer sous les coups de la répression (intervention de la police municipale - la mairie est social-démocrate - contre les piquets - arrestations de dockers et de remorqueurs etc ...) pour s'achever enfin sur la base d'un accord conclu en pleine grève par le FNV et qui avait été auparavant rejeté par les travailleurs - les fameux 26,50 Fl.

En conclusion, cette grève a été une dure épreuve pour la bourgeoisie, elle a aussi permis à la social-démocratie et au syndicat "se démasquer un peu plus. Mais elle ne peut être positive pour les travailleurs que s'ils reconnaissent aussi leurs faux amis, ennemis cachés mais véritables : le CPN et les groupes néo-staliniens ainsi que centristes - les maoïstes mais aussi les trotskystes (2). D'autre part, les limites du comité de grève et les A. G. lorsque leur direction est opportuniste, montrant clairement - contre les adorateurs de ces formes - qu'ils n'ont rien de miraculeux et que la véritable question est de dégager à travers ces luttes et leur préparation, une nouvelle direction classiste. Cette dernière ayant la responsabilité de revendiquer, de défendre et d'appliquer de véritables méthodes de classe : piquets de grève effectifs, auto-défense ouvrière, extension de la lutte et des revendications unifiantes : fortes augmentations de salaire, réduction du temps de travail, sans perte de salaire ...

Il faut aussi mettre en avant la nécessité

du front uni prolétarien, réunissant travailleurs syndiqués et non-syndiqués, s'organisant contre la bourgeoisie et ses valets réformistes et opportunistes.

Tout cela souligne l'ampleur des problèmes qui attendent encore la classe ouvrière et qui ne se résolveront pas d'un coup, l'ampleur aussi du travail qui nous incombe en tant que Parti international. Quant à ceux qui s'efforcent aujourd'hui de présenter la sortie du syndicat comme une solution, alors que cette grève a uni syndiqués et non syndiqués (des délégués du FNV participant même au comité de grève), ils font aujourd'hui surtout preuve d'immédiatisme et divisent les travailleurs.

1 - Il y a 14 000 dockers, 1000 d'entre eux sont affiliés au FHV, un syndicat catégoriel qui avait mené la grève de 70, 1000 autres à l'OVV (anarcho-syndicaliste) et 150 au syndicat chrétien CNV.

2 - Ces derniers sous l'influence de leur parti n'ont fait que commenter la grève en se rangeant à l'avis du CPN, notamment sur le rôle de la violence : "la violence contre les non-grévistes n'est pas le moyen de frapper le patron" ... Beau prétexte !!!!

Suite de l'article sur le rôle du PSB

Les ministres socialistes font aujourd'hui la preuve de leur servilité à l'égard de la bourgeoisie, la LRT demande à ce qu'ils assument encore plus ouvertement le pouvoir ! Question de tactique ? Allons donc ! Quand on ne manque pas une occasion de réclamer et de pratiquer dans les faits un véritable front unique avec le PS et le PC alors que ces partis depuis des dizaines d'années ont trahi et continuent à trahir les aspirations de la classe ouvrière, on ne fait pas de la tactique, c'est déjà tout un programme !

Aux travailleurs nous disons, considérez le PS, le PC et les groupes centristes type PTB et LRT, comme vos ennemis véritables, combattez sans trêve la moindre illusion à leur égard !

1 - Comme le déclara Glinne : "Il est faux de prétendre que la motion Glinne-Yerna suggère le départ précipité et non motivé des ministres socialistes" ...

Tiens donc !!!

Si nos positions vous intéressent,
Venez discuter à nos permanences :

CAFE DE LA REGENCE
Pl. F. Jock
1050 - BRUXELLES

Chaque second lundi du mois
de 19 h 30 à 21 h 30

Quelques notes :

UNE LUTTE POUR LE SALAIRE INTEGRAL AUX LICENCIES

L'attaque que la bourgeoisie organise et intensifie de jour en jour contre la classe ouvrière, dont une des manifestations est la mise au chômage d'une partie toujours plus grande des travailleurs, commence à susciter quelques réactions. Réactions qui sont le plus souvent contenues ou détournées sur des voies de garage. Pourtant certains événements tranchent. Il est intéressant de citer par exemple, la lutte de 220 ouvriers et ouvrières de l'usine Kalorix de Gembloux. Quand leur licenciement fut annoncé début septembre, ils sont entrés en grève pour obtenir 100% du salaire la première année, puis 90% la seconde et 85% la troisième. La division entre les employés et ouvriers introduite par le patronat affaiblit la grève, alors l'occupation des locaux avec piquets de grève fut décidée et organisée par la section locale de la FGTB. Dix jours plus tard la direction céda (100% du salaire la première année, 90% les 6 mois suivants et 80% le reste de la 2ème année).

Nous saluons une telle grève (*) car elle ne fait aucune concession à la bonne marche de l'industrie ou de l'économie nationale, mais au contraire défend uniquement les intérêts de la classe ouvrière.

Ceci n'est pas l'avis de la LRT : "Malheureusement cette occupation ne se fait pas pour le maintien de l'emploi ... Ce n'est pas sur un tel objectif uniquement (le salaire intégral NDR) qu'une solidarité active et une mobilisation pourraient démarrer" La Gauche N° 36 20.9.79., ces objectifs doivent être "Pour un emploi perdu, une embauche compensatoire" et "nationalisation sous le contrôle ouvrier".

On remarquera l'attachement de ces messieurs au travail et à l'Etat bourgeois (voir aussi notre note sur Glaverbel).

Quant à nous, nous maintenons nos positions : si les travailleurs se prononcent et d'ailleurs doivent se prononcer massivement contre les licenciements, lorsque le patronat les impose - ou l'Etat -, la lutte contre les conséquences catastrophiques du chômage doit s'orienter, si on ne peut faire annuler purement et simplement la décision patronale, vers des revendications garantissant le plus possible aux travailleurs, pour que s'ils sont privés de travail, ils puissent vivre. Il est illusoire et criminel de vouloir maintenir l'emploi en toutes circonstances, alors que le capitalisme signifie chômage ! Seul le socialisme assurera du travail à tous (le sens du travail changeant radicalement). Par contre, comme le montre la lutte des ouvrières et des ouvriers de Gembloux, il est possible et nécessaire de revendiquer le salaire intégral aux licenciés

et aux chômeurs. C'est seulement ainsi que l'on pourra tisser des liens entre travailleurs chômeurs et actifs et faire renaître une véritable solidarité de classe. Contrairement à ce que produit l'agitation du mot d'ordre "maintien de l'emploi" qui se traduit partout par - une exploitation accrue pour les travailleurs qui peuvent garder leur travail (quand il y en a !)

et - l'isolement total pour les licenciés, qui s'en vont avec comme perspective les maigres allocations de l'ONEM.

* Une grève identique a eu lieu, également, avec la victoire des ouvriers à l'usine Wabco située à 50 m de Kalorix.

GLAVERBEL : VERS LA NATIONALISATION ?

La LRT relate ainsi les décisions prises par les travailleurs de Glaverbel, en accord avec leurs délégués syndicaux (La Gauche du 27.9) :

Pour concrétiser un accord antérieur, ils exigent la création d'une entreprise publique pure, dans la région wallonne, qui mettrait en œuvre un plan d'isolation thermique et d'économie de chauffage des logements et des bâtiments publics, créant huit mille emplois. Pour éliminer la concurrence du privé, les travailleurs demandent un monopole de l'entreprise publique pour l'isolation des bâtiments publics, que le gouvernement rendrait obligatoire, et un monopole de fait sur l'isolation des logements. Pour assurer la défense des droits des travailleurs, ils exigent des mesures de contrôle ouvrier, notamment un droit de veto des délégations syndicales sur toutes les décisions concernant l'embauche, les cadences, l'organisation du travail. C'est un événement dans la vie sociale : pour la première fois, des travailleurs en lutte élaborent leur propre proposition de loi, en fonction de leurs intérêts de classe, en fonction des intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière et de l'ensemble de la population laborieuse, et non en fonction de combinaisons parlementaires !

Ces propositions interviennent après que 7 accords conclus avec la direction et l'arbitrage de l'Etat, aient été successivement violés et des travailleurs jetés sur le pavé au fil des années (50% de baisse d'effectifs en 7 ans).

Ce que la LRT présente comme une grande avancée dans la lutte n'est pas autre chose qu'une nouvelle tentative visant à faire de l'Etat le garant de l'emploi pour Glaverbel, alors que celui-ci n'a fait que baïfouer toutes ses promesses. De plus les objectifs avancés (comme le monopole de l'entreprise publique pour l'isolation des bâtiments publics) ne peuvent être ressentis par les autres tra-

A nouveau des luttes dans l'immigration.

LE VRAI VISAGE DE LA DEMOCRATIE

BELGE POUR LES TRAVAILLEURS IMMIGRES

- * Arrêté Royal du 5.5.70 : contrat de travail nécessaire pour qu'un étranger puisse séjourner dans le pays.
- * Depuis le 1er Août 74 : blocage des autorisations d'occupation pour les nouveaux immigrants ouvriers - avec une exception pour le personnel hautement qualifié.
- * Par note de service confidentielle, limitation du regroupement familial.
- * 1974, circulaire du ministre de la Justice aux communes, demandant de délivrer des ordres de quitter le pays (dans un délai de 5 à 15 jours) pour les travailleurs néo-clandestins entrés après le 1.4.74.
- * Proposition de loi Mundeleer en 78: allocations de rapatriement pour les étrangers au chômage.

Toutes ces mesures assorties naturellement du fait que, quelques soient les circonstances, tout étranger dont la présence est jugée dangereuse ou nuisible pour l'ordre public, la sécurité ou l'économie du pays, peut être renvoyé.

- * Opérations coups de poing dans les quartiers de Bruxelles avec une "attention" plus particulière vis à vis des immigrés.
- * La gendarmerie vole au secours de la direction des mines du Limbourg pour gazer les maisons des mineurs turcs en grève.
- * Impunité des groupes fascistes turcs tels "les loups gris" qui régulièrement, à couteaux tirés, attaquent les lieux publics fréquentés par les travailleurs turcs.

Ainsi, parce qu'il est étranger, l'immigré peut être expulsé du pays s'il est chômeur, non rentable ou s'il se rebelle contre son état d'exploitation.

En s'acharnant plus particulièrement sur une partie de la classe ouvrière, c'est toute la classe que la bourgeoisie veut affaiblir. La véritable riposte doit donc viser à unir les rangs de la classe ouvrière autour de sa partie la plus opprimée en luttant CONTRE TOUTES LES DISCRIMINATIONS, TOUTES LES INÉGALITÉS, TOUS LES STATUTS PARTICULIERS instituant des états d'exemption pour une partie des prolétaires, TOUS LES PROJETS DE CONTROLE DE L'IMMIGRATION.

LES MINEURS TURCS DU LIMBOURG

EN LUTTE

- Pour une hausse de 10% du salaire.
 - Pour rejeter les accords patronat-organisations syndicales sur une reclassification de la main-d'oeuvre, les mineurs se mettent en grève, il faudra attendre un mois et l'intervention brutale de la gendarmerie pour que les groupes d'extrême gauche (dans leur édition en langue française, du moins) en parlent. Rien d'étonnant dans la mesure où cette grève remet en cause la politique de concertation sociale des organisations syndicales, et quand on connaît leur suivisme vis à vis de celles-ci. Alors que les mineurs turcs mettent dans leurs revendications la fin des discriminations à leur égard, l'égalité de leurs droits par rapport aux nationaux dans la mine, donc la fin des divisions; Alors que cette grève mérite la solidarité la plus complète, ces groupes politiques démissionnent complètement. Bien pis TPO-Amada va jusqu'à s'aplatir et demander aux organisations syndicales de reprendre la tête de ce mouvement: "La semaine dernière, nous avons félicité les délégués pour la façon dont ils avaient repris la direction du mouvement. Nous nous rendons compte de la position difficile dans laquelle ils se trouvent (Sic!) Ils doivent défendre des principes qu'ils connaissent à peine (classification salariale) et à l'élaboration desquels ils n'ont pas été associés. Nous leur demandons dès lors d'écouter attentivement les mineurs et de tenir compte de leurs critiques (!!). Nous sommes convaincus qu'ils estimeront que ceux-ci ont raison et qu'ils soutiendront le mouvement comme au début". (TPO 39, 10.10.79)

A noter qu'elles proposaient 3,2% d'augmentation seulement.

A noter aussi que face aux mineurs turcs qui ne voulaient rien entendre, elles ont appelé le consulat qui a tenté d'exercer un véritable chantage; "Pour" n°280 relevant ainsi sa déclaration: "Vous vous trouvez dans un pays étranger; dans le pays où vous vous trouvez, nous représentons la Turquie. Nous devons porter cet honneur. La grève est un droit légal, seulement il est réglementé quant au moment et au lieu où il se fera. Si ce n'est pas ainsi, la grève n'est pas légale et elle n'est alors reconnue par aucune instance officielle..."

La bourgeoisie et la direction des mines

pensaient s'appuyer sur la division entre nationaux et immigrés pour faire passer ses plans d'austérité.

La riposte à ceux-ci ne peut se faire qu'en passant par dessus les barrières de catégories et de nationalités, qu'en utilisant les armes de la classe ouvrière internationale, en commençant par la grève et l'auto-défense comme l'ont fait les mineurs du Limbourg, qu'en combattant toutes les forces ennemies du prolétariat qui tendent à le diviser toujours plus.

Face au front uni de la bourgeoisie et de ses valets réformistes et opportunistes, front de lutte prolétarien pour la défense des conditions de vie et de travail de toute la classe ouvrière!

VIVE LA SOLIDARITE DE CLASSE, lutte contre l'état d'exception dans lequel la bourgeoisie plonge une partie de la classe ouvrière, la partie immigrée!

SCHAERBEEK

La lettre de Nols a véritablement révolté les habitants de ce quartier essentiellement immigrés.

Entassés les uns sur les autres, dans des maisons délabrées -elles doivent d'ailleurs finir par être détruites - trop exigües pour les familles, dans des quartiers sans hygiène; bref, ces immigrés, jetés dans un véritable bidon-ville se sont dressés contre ce bourgmestre qui cherchait à les rendre responsables de l'insalubrité générale.

A peine quittées l'oppression et les brimades de l'usine, les prolétaires immigrés, le soir, les retrouvent dans leur quartier, où la bourgeoisie les contraint à vivre. Mais une telle concentration, une telle exploitation ne peut entraîner que révolte de la part des habitants.

Une véritable solidarité ouvrière envers ces travailleurs immigrés fait aujourd'hui cruellement défaut. Seuls des groupes catholiques, humanitaires, style Amesthy International, se sont joints aux habitants de Schaerbeek, mais pour mieux contrôler la colère, pour la dévoyer sur des voies sans issue : lettres ouvertes, pétitions contre le racisme et la xénophobie en général ...

Les travailleurs nationaux ne peuvent rester insensibles à ces problèmes, et plus que jamais, alors que la bourgeoisie tente d'expulser leurs frères de classe, maintenant qu'elle en a plus besoin et les soumet totalement à l'arbitraire policier et juridique, il FAUT LA SOLIDARITE DES OUVRIERS DANS LES USINES COMME DANS LES QUARTIERS.

LE PCB ET L'IMMIGRATION

Le droit de vote pour les travailleurs immigrés a fait couler beaucoup d'encre. Le PCB n'a pas échappé à cette vague, peut être est-ce pour mieux faire avaler la pillule de sa politique tout à fait chauvine. Il ne le réclame d'ailleurs qu'au niveau des municipalités.

En bon serviteur de l'économie nationale, "pour défendre les intérêts du patronat belge, le PCB conçoit l'importation de main d'oeuvre étrangère mais réclame-corps et âme au gouvernement "une planification sérieuse". Qu'est ce donc cela, sinon le contrôle de l'immigration ?!!

Bien sûr un tel contrôle est assorti, pour lui, de tout un aménagement social, culturel et scolaire pour les travailleurs immigrés restants dans le pays, ceci naturellement en vue de garantir la paix sociale et parce qu'il faut bien des immigrés pour faire les sales boulots !!!!

NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION! SUPPRESSION DE TOUTE ENTRAVE A L'ENTREE ET A LA CIRCULATION DES TRAVAILLEURS ET DE LEURS FAMILLES!

NON AUX DISCRIMINATIONS, EGALITE DES DROITS!

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

Suite de la note sur Glaverbel de la page 8

vailleurs que comme une défense des seuls emplois des travailleurs de Glaverbel, au détriment des autres. On est donc loin de la "défense des intérêts de toute la classe ouvrière et de l'ensemble de la population laborieuse"! Mais ce qui est aussi remarquable, c'est que la LRT par le biais de A. Henry -délégué principal FGTB à Glaverbel- mène une véritable campagne sur le thème "la nationalisation est la seule solution durable", ce que ce représentant syndical traduit ainsi : "On s'aperçoit que le système capitaliste est un frein (Sic!) au bien-être de la classe ouvrière, d'où la nécessité de la nationalisation".

Pour nous la conclusion est claire :

- 1 - La LRT considère que le capitalisme et l'Etat ne sont pas liés entre eux (et pourtant elle s'affirme encore marxiste).
- 2 - La LRT considère que l'Etat est meilleur employeur que le patronat (les travailleurs de l'Etat apprécieront, notamment ceux de la RTT en lutte récemment) (*)
- 3 - La LRT reprend à son compte tous les mensonges propagés par les partis soi-disant ouvriers et notamment le PS sur "l'importance du secteur public", les "réformes de structures"...

En sommes les trotskystes du "programme de transition" sont passés à la "transition du programme", le rendant chaque jour un peu plus acceptable, même par les sociaux-démocrates pourris!

* D'ailleurs la LRT a pleinement le "sens de l'Etat", puisqu'elle affirme qu'un "tel programme aurait un impact favorable sur le budget de l'Etat par la remise au travail de plusieurs milliers de personnes, par des rentrées supplémentaires de TVA ..." On se demande encore pourquoi l'Etat ne nationalise pas immédiatement toute l'industrie ?

Quant à vous, chômeurs, tenez-le vous pour dit, vous coûtez vraiment trop cher à la "collectivité".!!!

Les leçons de la grève 60-61 (2).

Dans notre précédent numéro, nous avons vu quels furent les raisons de cette formidable grève générale et de quelle manière elle se déclencha.

Dans cette seconde partie nous allons tenter de donner une appréciation de l'attitude des différentes forces politiques face à cette grande lutte ouvrière. Nous pourrions ainsi dégager quelques leçons essentielles. Il nous restera, dans notre prochain numéro, à tirer des conclusions plus générales et surtout à montrer quelles ont été les conséquences durables de cet affrontement de classe.

LES DIFFERENTES FORCES POLITIQUES FACE A CETTE GREVE.

Du côté de la bourgeoisie, les choses sont claires. Dans un premier temps le mouvement de grève la surprend, puis elle se ressaisit et le combat directement. Après la grève elle renforcera son appareil d'Etat afin de pouvoir mieux contrôler à l'avenir la situation.

C'est ainsi que dans les premiers jours, le gouvernement compte surtout sur les dirigeants syndicaux, chrétiens et socialistes, pour endiguer le mouvement. Si la CSC parvient rapidement à reprendre en mains les rares secteurs de son organisation qui s'étaient mis en grève, il n'en va pas de même pour la FGTB.

La bourgeoisie ne connaît qu'une règle: si la démocratie ne peut suffire à ramener l'ordre, elle déploie son arsenal répressif (toujours tenu soigneusement en réserve). Le gouvernement va donc suspendre les travaux de la Chambre, saisir les journaux d'opposition, tenir un conseil de crise permanent et tous les jours intervenir dans la presse, sur les ondes et à la télévision. Et puisque ça ne suffit pas, il va envoyer sa police et ses gendarmes contre les grévistes: il y aura de nombreux blessés et des morts parmi les travailleurs, l'armée reçoit même la mission de "protéger" les édifices publics! (1). Il s'agissait de répondre aux premiers actes de violence des ouvriers (blocage de la production, des moyens de communication, manifestations et sabotage) par la force de l'Etat bourgeois.

Mais la bourgeoisie a pu aussi compter sur le sens des "responsabilités" du mouvement syndical et des partis soi-disant "ouvriers".

En ce qui concerne les organisations "socialistes", le PS est traditionnellement un peu plus à droite que la FGTB et c'est surtout cette dernière qui joue un rôle primordial dans l'enterrement ou l'écrasement des luttes car les ouvriers lui font plus confiance.

Nous avons déjà vu, dans la première partie de cet article, comment la FGTB s'était

déclaré contre la grève générale, peu de temps avant qu'elle n'éclate (décision du comité national élargi). Devant son déclenchement massif, l'attitude au niveau central du syndicat fut la démission pure et simple. La FGTB laissa ses différentes instances, locales et de branches, décider des actions à entreprendre. Alors que les travailleurs, notamment par l'utilisation massive de piquets volants (2) généralisaient la lutte, la FGTB s'efforçait de la morceler. La conséquence inévitable sera de limiter la grève à la Wallonie (avec des exceptions en Flandre: Anvers et Gand). La trahison de la centrale sera très fortement ressentie, les travailleurs exigeront un peu partout qu'elle reconnaisse la grève. C'est alors qu'intervient la "gauche" syndicale, le Renardisme, qui fit mine de vouloir pousser la direction de la FGTB et même le PSB à combattre la bourgeoisie, réclamant de ce dernier l'ouverture d'un "deuxième front" politique. En déplaçant de ce fait l'objet du conflit: alors que la lutte s'était engagé pour obtenir le retrait de la "Loi unique" (loi d'austérité pour les travailleurs - voir notre numéro précédent-), le "renardisme" prit prétexte de la plus faible combativité des travailleurs en Flandre pour réclamer le fédéralisme, ce qui ne pouvait que faire reculer un peu plus la grève en Flandre. De plus ces exigences, ces revendications politiques, étaient présentées comme devant être imposées au PS lui-même. De fait, le "renardisme" donnait un débouché à la colère des ouvriers wallons, révoltés par l'attitude des instances nationales de la FGTB et du PSB et pleins d'illusions encore sur leurs dirigeants locaux, pourvu que ceux-ci fassent semblant de se quereller avec la direction nationale! On peut dire que toute l'attitude du "renardisme" qui fut de fait, la tendance dirigeant effectivement la grève là où elle était la plus forte, se trouve résumée dans cette citation de son leader: "Le peuple wallon est mûr pour la bataille. Nous ne voulons plus que les cléricaux flamands nous imposent la loi. Le corps électoral socialiste représente 60% des électeurs en Wallonie. Si demain le fédéralisme était instauré, nous pourrions avoir un gouvernement du peuple et pour le peuple. On veut punir les wallons parce qu'ils sont socialistes".

Le "renardisme" va donc prendre appui sur la grève générale pour faire valoir sa perspective politique: - Fédéralisme

- Le socialisme en Wallonie par la voie électoral.

- Le parti socialiste wallon au pouvoir, c'est à dire le "renardisme" au pouvoir!

Pour les socialistes wallons, mal à l'aise dans le PS unitaire, dans la mesure où ils

"trainaient" les flamands, il s'agissait de mener à terme un projet conçu bien avant la grève de 60-61. Que ce projet entraîne la division des travailleurs en Belgique et même celle de leur parti, peu leur importait car, pour les réformistes, il vaut mieux tenir un petit bout de pouvoir que pas du tout !

Il est clair que c'est faute d'une alternative ouvrière, de classe, que les travailleurs wallons se laissèrent bercer d'illusions par Renard et consorts. En effet ces derniers n'avaient rien à envier aux socialistes plus traditionnels en ce qui concernait la collaboration de classe. Les thèses du renardisme, qui sont largement reprises aujourd'hui par le PS sont claires : il s'agit d'arriver à un consensus entre les classes. C'est ainsi que Renard écrivait : "Planification et Démocratie... la politique que nous préconisons ne peut prendre que la forme d'un plan d'ensemble, et dans l'Etat actuel de notre démocratie (remarque le "nôtre" NDR), il ne peut s'agir que d'une planification souple. Celle-ci, par opposition à la planification des régimes totalitaires, n'implique pas l'appropriation publique de l'ensemble des moyens de production. Cette planification collective doit rester limitée à certains services publics et, dans la mesure nécessaire, à certains secteurs industriels de base". Qu'est-ce que cela sinon un programme bourgeois !

La bourgeoisie reconnaît d'ailleurs ses serviteurs, il suffit de citer les fonctions auxquelles Renard fut appelé :

-Président du conseil consultatif de la CECA.
-Membre du conseil central de l'Economie et du conseil professionnel du Métal

-Régent à la banque nationale
-Président du comité de contrôle de l'électricité

-Président de l'office belge pour l'accroissement de la productivité (!)

Sans compter tous les "honneurs" et médailles que lui accorda la bourgeoisie reconnaissante ! Pas étonnant que pour ce dirigeant socialiste, il était "possible de réaliser un grand nombre de réformes de structure préparant l'avènement d'un socialisme pondéré", Digne héritier de Wandervelde !

Tout l'intérêt de la bourgeoisie de compter sur un tel dirigeant "ouvrier" ressort clairement dans ce passage d'un livre écrit "en mémoire de Renard" par Lambilliotte (A. Renard et son destin) : "Si votre ami Renard, me dit en substance P H Spaack, est capable d'arrêter la grève (au moment du plan Marshall - NDR) et de couper court à d'éventuelles surenchères qu'il faut toujours craindre en de telles circonstances, je lui discernerais volontiers le brevet d'homme d'Etat. Quelques heures plus tard, un compromis intervenait. Renard ayant ses troupes bien en mains, le préavis était rapporté. On avait eu chaud..."

Cependant, lors de la grève 60-61, Renard ne fut plus capable, non seulement d'empêcher la lutte (le préavis légal n'a pas été respecté !), mais même de la contrôler complètement. C'est ainsi que le 6 janvier, deux mille manifestants refusent la dispersion d'un meeting monstre organisé par la FGTE et affrontent pendant 7 heures durant les

forces de l'ordre, un ouvrier sera tué d'une balle dans la gorge.

Et puis la FGTE se voit contrainte de reprendre à son compte des idées qui font leur chemin : celle d'une marche sur Bruxelles et celle de l'"abandon de l'outil", cette dernière idée recevant une adhésion totale des grévistes, excédés par l'intransigeance du gouvernement.

Mais dans l'ensemble, en propulsant en avant sa tendance de "gauche", en défendant les revendications de "réformes de structures" et du fédéralisme, la FGTE parviendra à contenir le mouvement. Surtout parce que les travailleurs ne réussirent pas à se doter d'un minimum d'organisation autonome. Il est vrai que la FGTE organisera des manifestations massives et de très grands meetings, mais jamais d'occupations, d'assemblées ouvrières, de véritables comités de grèves etc

Quant au PCB, toujours très minoritaire face à l'appareil politique et syndical socialiste, s'il bénéficia, notamment sur le plan électoral, d'une attitude "critique" face à la direction de la grève, il ne s'en démarqua pas réellement. C'est ce qui ressort clairement de sa brochure intitulée : "La grande grève contre la loi unique, telle qu'elle fut". En effet voici le genre de critiques faites au PS et à la FGTE par le PC : "Il faut avant tout agir pour imposer aux droitiers socialistes (sic !) le respect de l'indépendance (?) de la FGTE, c'est à dire leur imposer le respect de la démocratie syndicale. C'est par le respect de ses règles démocratiques que le mouvement syndical peut garantir son indépendance ... le PSB n'encourage pas ses membres à la démocratie syndicale". C'est surtout la droite du PSB qui est dénoncée : "les droitiers socialistes ont empêché la préparation de la grève ... ils n'ont rien fait pour qu'elle triomphe". Renard est condamné parce qu'il défend le fédéralisme, mais chacun sait que depuis 61, le PCB a mis beaucoup d'eau dans son vin à ce sujet....

Rien d'étonnant à l'attitude du PCB, depuis longtemps devenu un parti de conservation sociale, laminé depuis la fin des années 20 par le stalinisme, comme le montre cet autre extrait : "Alors que l'histoire indique que la terreur et les provocations font partie de l'arsenal des classes dominantes, les progressistes (?) doivent veiller à ne point laisser dénaturer leur but en se laissant entraîner sur le terrain des violences recherchées par leur adversaire... Le terrorisme est l'arme des désespérés". Et ceci après qu'un ouvrier ait été abattu par la police lors des dits affrontements du 6.1.61 ! Malheureusement, le prolétariat ne disposait pas d'un parti qui lui soit propre, d'un parti véritablement communiste et donc révolutionnaire.

Nous verrons dans notre prochain numéro les leçons de ces événements, tirés par les différents partis se réclamant de la classe ouvrière et aussi par la bourgeoisie. Toutes ces forces ont en effet pris acte de la "menace" que pouvait constituer la classe ouvrière en mouvement et, chacune à leur manière s'y sont mieux adaptées. La bourgeoisie a renforcé son arsenal répressif et les par-

L'unique voie de l'émancipation prolétarienne.

L'article ci-dessous est le dernier de la série des trois articles dont les deux premiers ont paru dans les nos 15 et 16 du *Proletaire*. Il a été publié pour la première fois dans le n° 20 de février 1921 de *Il Comunista*, organe central du Parti Communiste d'Italie.

L'EMPLOI DE LA VIOLENCE

Dans les précédents articles traitant de la prise du pouvoir, nous nous sommes efforcés de formuler dans leurs termes véritables les différences de principe qui séparent les communistes des partisans des thèses socialistes traditionnelles. Notre propos n'était pas encore la critique de la tactique social-démocrate et de son développement nécessaire jusqu'à l'action ouvertement anti-révolutionnaire, critique qui n'a été abordée qu'en passant, et qui mérite d'être traitée longuement. Pour l'instant il s'agit simplement de démontrer que la méthode communiste a un contenu qui lui est propre, et qui est défini de façon si rigoureuse qu'on ne peut pas l'accepter avec des réserves, en prendre une partie et rejeter l'autre, ni l'assouplir par une critique visant à réduire l'écart entre nos positions et les vieilles illusions social-démocrates.

Nous avons donc mis en évidence l'opposition entre la thèse social-démocrate et la thèse communiste, en montrant que c'est seulement en apparence que le problème de la prise du pouvoir par le prolétariat constitue un point de départ commun, car en réalité, ce qui sépare ces thèses, c'est la question plus importante de la nécessité ou non de briser l'appareil de l'Etat bourgeois pour créer la possibilité d'un pouvoir prolétarien qui détruira l'économie bourgeoise. Quand les social-démocrates nous disent : l'Etat tel qu'il est aujourd'hui (c'est-à-dire avec son parlement et son appareil exécutif) peut être pris et utilisé pour les buts de classe du prolétariat — ce qui revient à dire que l'on peut atteindre ces buts sans action violente ni lutte armée — quand les social-démocrates s'expriment ainsi, peu nous importe qu'ils se réclament du marxisme et acceptent en paroles les idées de *lutte de classe*, d'*intransigeance*, d'*exercice du pouvoir sans*

participation bourgeoise. Ces gens-là ne comprennent rien au marxisme puisqu'ils n'ont pas assimilé la critique de la démocratie et du rôle de l'Etat dans les rapports entre classes ; pas plus chez Marx que dans l'histoire, ils n'ont appris qu'une structure étatique donnée naît, vit et meurt en tant qu'instrument du pouvoir de la classe que le développement des moyens de production met à la tête de la société ; et que la classe bourgeoise capitaliste a trouvé cet instrument dans l'Etat parlementaire moderne, qui existe dans tous les pays qui ont conquis les délices du régime démocratique avec son cortège de bureaucratie, d'armée, de justice de classe.

Ces gens ne voient même pas que pour prendre la direction de la société — quand la maturation des rapports économiques l'y a poussée — la bourgeoisie a dû noyer dans le sang et dans la terreur les vieilles institutions, les personnes, les castes dominantes. Ils acceptent la thèse spécifiquement et stupidement bourgeoise selon laquelle la nécessité de l'emploi de la violence, de la guerre civile et des bouleversements révolutionnaires aurait disparu du cours de l'histoire après la violence légitime de la révolution démocratique qui aurait ouvert l'époque des luttes civilisées, pacifiques et électorales. C'est une thèse bourgeoise, car elle traduit en langage démagogique l'idée que la violence est légitime quand elle donne le pouvoir à la classe capitaliste, mais qu'elle n'est pas légitime quand elle veut le lui arracher. C'est une thèse ignominieusement bourgeoise, car elle implique la conclusion que la violence défensive de l'Etat actuel contre toute action qui porte atteinte à ses pouvoirs constitutionnels est légitime, et employée dans l'intérêt collectif : la sauvegarde du mécanisme démocratique. (Comme toujours, la dialectique implacable qui la dirige

dans l'histoire pousse donc la bourgeoisie à renier sans vergogne les postulats dont elle s'est servie.) Aussi ceux qui mettent le doigt dans l'engrenage social-démocrate capitulent devant les thèses bourgeoises et se retrouvent sur des positions diamétralement opposées à celles que soutiennent les marxistes, pour qui l'Etat existe et fonctionne non pas dans l'intérêt de la collectivité sociale, mais dans l'intérêt d'une seule classe. Ces gens ne voient même pas que le cycle des révolutions, c'est-à-dire du passage du pouvoir d'une classe à l'autre, ne peut être clos que par un Etat dont la fonction historique est d'agir pour l'abolition des classes. Cet Etat ne peut être que l'Etat prolétarien, destructeur, en fait et en principe, de la propriété privée, alors que l'Etat bourgeois ouvre et déroule son cycle historique dans le cadre d'une société plus que jamais divisée en classes.

En somme, face à la formidable vision du marxisme, ces gens sont des imbéciles bornés ; mais, face à ses affirmations viriles et catégoriques contre tout pacifisme philistin, ils apparaissent comme des castrats de la race du Christ, de Tolstoï ou autres Mazzini ; des eunuques qui assumeront cependant demain le rôle de bourreaux au service des sultans du capital qui, eux, ne s'embarrassent pas de pieuses considérations humanitaires.

Une fois rejetés dans le marais social-démocrate ceux qui prétendent surnager grâce au radeau délabré de la tactique socialiste intransigeante d'autrefois — tactique qui a eu sa valeur historique en tant que prémisse logique de l'attitude actuelle des communistes — il faut nous occuper des innombrables autres fabricants de programmes, ceux dont les affirmations particulières, les interprétations

spécifiques des concepts de base du communisme — l'emploi de la violence et la dictature du prolétariat — vont un petit peu plus loin, et qui pour cette seule raison prétendent au qualificatif de communistes.

Ils pullulent en Italie, surtout parmi ceux qui, partant des récentes déclarations maximalistes enflammées, font route vers le réformisme le plus ignoble, mais ont besoin, pour atteindre leurs buts, de se présenter aux masses comme des partisans de la doctrine communiste et de l'action de la III^e Internationale. On peut montrer non seulement que leurs positions se ramènent au social-démocratie pur (qu'on nous passe l'expression, réplique involontaire à la qualification plutôt stupide de communistes purs dont on nous affuble à titre d'injure et non dans un but de précision critique), mais que les conséquences de leur action sont encore plus insidieuses et défaitistes que dans le cas des social-démocrates.

Que disent-ils donc ? Leur grande habileté c'est de rester dans le vague et d'éviter les affirmations claires ; mais à travers les silences comme à travers les bavardages creux, leur attitude se dégage dans toute son ineptie. Considérons par exemple leur position sur le problème de la violence. Ils disent à peu près ceci : Nous admettons la violence comme un moment nécessaire de l'acte révolutionnaire ; mais nous jugeons inopportun de prêcher la violence dès maintenant (même des crocodiles rougiraient...) parce que les choses ne sont pas mûres et que la bourgeoisie, qui est en position de force, nous attaquera par avance si elle se sent menacée. Or c'est précisément ce

qu'ils ont fait, ces « maximalistes » ! Jusqu'à hier ils ont prêché la violence, mais n'ont rien fait pour organiser une préparation des masses correspondant à cette propagande verbale ; ils se sont contentés des cent cinquante sièges au Parlement et des deux mille cinq cents municipalités socialistes que cette propagande leur a rapportés ; et aujourd'hui, face à l'attaque bourgeoise qu'ils sont impuissants à repousser, leurs déclarations ignobles prêchent le désarmement politique et matériel du prolétariat. Ils en arrivent à prôner un défaitisme tel que dans tout régime militaire — capitaliste ou socialiste non évangélique — il justifierait largement leur exécution immédiate.

Dire que l'on aura recours à la violence au dernier moment, quand les conditions elles-mêmes, au point culminant de la crise, la rendront inévitable et logique, c'est en réalité une attitude défaitiste devant la révolution. En effet, la bourgeoisie compte sur son appareil défensif démocratique — aidé par l'illusion social-démocrate — pour réaliser le schéma suivant : faire croire aux masses qu'elles pourront accéder au pouvoir par la voie légale, douce et facile, et, quand la violence explosera, profiter de ce qu'elle-même est prête et possède son organisation armée étatique, pour écraser toute tentative d'insurrection de la part d'un prolétariat sans aucune préparation.

Donc, celui qui n'est pas un pur social-démocrate et qui est capable de voir que, quel que soit le cours des événements, on en arrivera tôt ou tard à l'affrontement armé, celui-là doit aussi comprendre qu'on y arrivera dans une position d'autant plus favorable à la

révolution, que le prolétariat se sera davantage préparé à cet affrontement.

La méthode communiste exige que même quand on n'en est pas au stade de l'assaut il faudra que cet assaut ait lieu et que c'est seulement les armes à la main que l'on pourra l'emporter. Et en même temps qu'ils annoncent cette nécessité et créent dans les masses le sentiment qu'elles devront savoir l'affronter, les communistes doivent organiser la force du prolétariat contre l'Etat bourgeois ; c'est seulement à cette condition que l'on peut, quand la situation l'exige, suspendre des actions risquées ou défavorables.

Quant à ceux qui au moment des conflits décisifs, quand la bourgeoisie rejette le masque de la démocratie et de la légalité, prétendent répondre en appliquant ce même masque sur le visage du prolétariat ; ceux qui défendent la légitimité du régime parlementaire civilisé, engageant les masses à renoncer à toute action armée et à s'en remettre à on ne sait quelles forces impondérables qui, sans coup férir, leur ouvriront l'avenir, ceux-là n'échappent pas à cette alternative : ou bien ils croient au mensonge social-démocrate qui exclut la violence prolétarienne des voies de l'histoire, et le purgatoire des imbéciles leur sera un châtiment suffisant ; ou bien ils croient — même confusément — à la nécessité d'un épisode de lutte violente, et alors — surtout si auparavant ils ont prôné verbalement une violence allant au-delà du nécessaire — ils méritent d'être précipités dans l'enfer réservé aux traîtres.

Suite de l'article sur la grève 60-61
de la page 12

tis opportunistes se sont mis à défendre le fédéralisme et les "réformes de structures" etc ...

Le prolétariat doit encore se débarrasser de toutes ces entraves.

Note 1 : Des régiments furent appelés d'Allemagne.

2 : Ces piquets volants qui sont si utiles aux travailleurs, la bourgeoisie les a toujours combattus. Par exemple le gouvernement britannique est en train de promulguer une loi pour les interdire, purement et simplement.

Pour toute correspondance en Belgique :

M. J.A. Boite Postale n° 199 - 1060 BRUXELLES 6

notre presse internationale

il programma comunista

programme communiste

le prolétaire
Internationale Communiste (Programme Communiste)

KOMMUNISTISCHES PROGRAMM
Internationale Communistische Partei

Proletarier
aller Lander, vorwärts! auch!

EL PROGRAMA COMUNISTA

El Comunista
Proletarios de todos los paises. unidos!

EL PROLETARIO
Proletarios de todos los paises. unidos!

COMMUNIST PROGRAM

el-oumami
Internationale Communiste (Programme Communiste)

organe du parti communiste international

de proletariër

INTERNATIONALE KOMMUNISTISCHE PARTIJ

SUPPLEMENT VOOR
BELGIE EN NEDERLAND N°

8

20fb/1,50fl

Inhoud :

In het nederlands :

Partij en klasse (1921).

Partij en klasse-aktie (1921).

Dit zijn twee teksten uit 1921 van de Italiaanse Kommunistische Linkerzijde, rond wier posities toen de hele Kommunistische Partij van Italië verzameld was.

Balans van de stakingen in Nederland.

In het frans :

Tegenover de arbeidersklasse kan het kapitalisme niet anders dan agressief zijn !

Waartoe dient de PSB ?

Opnieuw strijd van de gastarbeiders.

De lessen van de staking van 60-61(2).

Balans van de stakingen in Nederland.

Enkele notities.

De enige weg van de emancipatie van het proletariaat.

WAARIN ONZE PARTIJ ZICH ONDERSCHIEDT: Het opeisen van de lijn die loopt van Marx naar Lenin, tot de oprichting van de Kommunistische Internationale en van de Kommunistische Partij van Italië (in Livorno, 1921); de strijd van de Kommunistische Linkerzijde tegen de degeneratie van de Internationale, tegen de theorie van het "socialisme in een enkel land" en tegen de stalinistische kontrarevolutie; het afwijzen van de Volksfronten en van de blokken in het Verzet; de moeilijke taak van het herstel van de revolutionaire doctrine en organisatie in verbinding met de arbeidersklasse, tegen de persoonlijke en elektoralistische politiek.

Partij en Klasse

De thesen over de rol van de Kommunistische Partij in de proletarische Revolutie, aangenomen door het Tweede Kongres van de Communistische Internationale, die echt en grondig geïnspireerd zijn door de marxistische doctrine, nemen als vertrekpunt de definitie van de relaties tussen *partij* en *klasse* en stellen vast dat de klassepartij in haar rangen alleen *een deel* van de klasse kan omvatten, nooit de klasse in haar totaliteit noch wellicht de meerderheid van de klasse.

Deze voor de hand liggende waarheid zou beter benadrukt geweest zijn wanneer men gepreciseerd had dat men niet echt kan spreken van *klasse* zolang er niet een minderheid van deze klasse bestaat die ernaar streeft zich als politieke partij te organiseren.

Wat is dan eigenlijk volgens onze kritische methode een sociale *klasse*? Het puur objektief, van buiten af konstateren van de analogie van de economische en sociale situatie van een groot aantal individuen, van de analogie van hun positie met betrekking tot het proces van de produktie, is dat voldoende om de klasse te definiëren? Dat zou te weinig zijn. Onze methode beperkt zich er niet toe de maatschappij van een gegeven ogenblik te beschrijven en een abstrakte scheidslijn tussen de individuen die die maatschappij vormen te trekken zoals in de scholastische klassificering van de naturalisten. De marxistische kritiek ziet de maatschappij in beweging, in haar ontwikkeling in de tijd volgens een wezenlijk historisch en dialektisch criterium, dat wil zeggen door de konnekties van de gebeurtenissen in hun onderlinge wisselwerking te bestuderen.

In plaats van een momentopname van de maatschappij zoals die is op een gegeven moment te nemen, zoals de oude metafysische methode deed, en deze opname dan te bestuderen om er de verschillende categorieën in te herkennen waarin de individuen, die haar vormen, geklassificeerd moeten worden, ziet de dialektische methode de geschiedenis als een film die zijn opeenvolgende beelden afdraait; de *klasse* moet gezocht en herkend worden in de saillante kenmerken van deze beweging.

Die eerste methode gebruikend zouden wij het mikpunt zijn van duizenden tegenwerpingen van pure statistici en demografen, die kortzichtig zijn als geen andere, die de verdelingen opnieuw zouden onderzoeken en zouden opmerken dat er geen twee, drie of vier klassen zijn maar dat er eventueel tien, honderd of duizend klassen kunnen zijn, die door opeenvolgende gradaties en ondefinieerbare tussenstadia van elkaar gescheiden zijn. Met de tweede methode evenwel maken wij gebruik van heel andere criteria teneinde die hoofdrolspeler van de historische tragedie te onderscheiden, die wordt gevormd door de klasse, om er de karaktertrekken, de akties en het einddoel van te bepalen, die gekonkretiseerd worden in kenmerken die een overduidelijke uniformiteit bezitten temidden van een groot aantal van veranderende feiten die door de armzalige fotograaf van de statistiek worden opgenomen in een koude serie van levenloze gegevens.

Daarom, om vast te stellen dat een klasse bestaat en handelt op een gegeven moment in de geschiedenis zal het ons niet genoeg zijn te weten, bijvoorbeeld, hoeveel kooplui er waren in Parijs on-

der Lodewijk XVI, of het aantal Engelse Landlords in de 18e eeuw, of het aantal arbeiders in de Belgische manufakturindustrie in het begin van de 19e eeuw. In plaats daarvan zullen wij een hele historische periode moeten onderwerpen aan onze logische onderzoekingen; wij zullen er een sociale en dus politieke beweging in ontdekken, die boven de toppen en de dieptepunten, dwalingen en mislukkingen waar doorheen de beweging zich een weg zoekt, toch op overduidelijke manier hoort bij het systeem van belangen van een geheel van mensen, die in een situatie geplaatst zijn die door het systeem van produktie en de ontwikkeling daarvan gegeven is.

Het is deze methode van analyse die Friedrich Engels gebruikte in een van zijn eerste klassieke essays waar hij uit de geschiedenis van de Engelse werkende klasse een verklaring haalt voor een serie van politieke bewegingen en aldus het bestaan van een strijd tussen de klassen demonstreerde.

Deze dialektische opvatting van de klasse staat ons toe de bleke bezwaren van de statisticus te weerleggen. Deze heeft niet langer het recht de tegengestelde klassen als duidelijk verdeeld op het toneel van de geschiedenis te beschouwen, zoals verschillende groepen van een koor op het toneel van een theater. Hij kan niet onze konklusie weerleggen door aan te voeren dat er in de konktaktezone ondefinieerbare lagen zijn waardoorheen een osmose van individuen plaatsvindt, want de historische fysionomie van de tegenwoordige klassen wordt er niet door veranderd.

Daarom moet het begrip klasse bij ons niet een statisch beeld suggereren maar een dynamisch. Wanneer wij een sociale tendens ontdekken, een beweging georiënteerd naar een bepaald eindpunt, dan kunnen wij het bestaan van een klasse in de ware zin van het woord herkennen. Maar dan bestaat ook de klassepartij in een substantiële zin, als het nog niet in de formele zin is. Een partij leeft wanneer er een doctrine en een methode van aktie leven. Een partij is een school van politiek denken en dus een strijdorganisatie. Het eerste kenmerk is een feit van het bewustzijn, het tweede een feit van de wil, precieser gezegd, van de inspanning naar een doel.

Zonder deze twee eigenschappen hebben wij nog niet de definitie van een *klasse*. Wij herhalen het, de koude statisticus kan best wel gelijkheid van levensomstandigheden van min of meer grote groepen vaststellen, maar daarbij wordt geen enkel spoor gegraven in het worden in de geschiedenis.

En deze twee eigenschappen worden slechts gekondenseerd en gekonkretiseerd gevonden in de klassepartij. Net zoals de klasse zich vormt naarmate bepaalde omstandigheden en verhoudingen voortschrijden die uit de ontwikkeling van een nieuw systeem van produktie voortgekomen zijn, bijvoorbeeld het verschijnen van grote, met drijfkracht uitgeruste fabrieken die talrijke arbeidskrachten aanwerven en opleiden, zo beginnen de belangen van deze kollektiviteit zich trapsgewijs in een precieser bewustzijn te konkretiseren, en dit bewustzijn begint zich in kleine groepen van deze kollektiviteit af te tekenen. Wanneer de massa tot de handeling gedreven wordt, zijn het deze

eerste groepen die de visie van een doel dat bereikt moet worden hebben, en die het geheel ondersteunen en aanvoeren.

Wat de moderne proletarische klasse betreft, moet men dit proces niet voor een beroepskategorie maar voor het geheel van de klasse opvatten. Men zal zien hoe een precieser, nauwkeuriger bewustzijn van de gelijkheid van de belangen ontstaat, maar men zal ook zien hoe dit het resultaat is van zo een geheel van ervaringen en begrippen dat het alleen bij beperkte groepen, die uit elementen van alle categorieën bestaan, kan optreden. En de visie van een kollektieve strijd waarvan de einddoelen de gehele klasse aangaan en die daaruit bestaat de hele sociale orde omver te werpen, kan alleen door een minderheid die een voorhoede vormt duidelijk overzien worden.

Deze groepen, deze minderheden, zijn niets anders dan de partij. Wanneer de ontwikkeling niervan een bepaalde trap bereikt heeft — en zeker kan zij niet zonder vertragingen, crises en innerlijke conflicten zich ontwikkelen — kunnen wij van een klasse in actie spreken. Hoewel de partij alleen maar *een deel* van de klasse omvat, geeft toch alleen de partij aan de klasse haar eenheid van handelen en bewegingen omdat de partij die elementen verzamelt die, de grenzen van categorie en plaats overstijgend, de klasse *aanvoelen* en *vertegenwoordigen*.

De fundamentele waarheid, dat de partij slechts een deel van de klasse is, wordt hierdoor duidelijker. Wanneer men het statische en abstracte beeld van de maatschappij beschouwt en in haar een zone, de klasse, ontdekt en hierin een kleine kern, de partij, zou men gemakkelijk tot de konklusie kunnen komen dat het deel van de klasse dat buiten de partij blijft — bijna altijd de meerderheid — het grootste gewicht en het grootste *recht* heeft. Bedenkt men echter dat in die grote massa de individuen nog geen klassebewustzijn en nog geen klassewil hebben en slechts leven voor hun eigen egoïsme of voor hun beroepskategorie, hun stad of de natie, dan ziet men in, dat de aktie van het geheel van de klasse in de historische beweging een organisme nodig heeft dat haar bezielt, haar tot eenheid maakt, haar vooropgaat, in één woord haar *inkadert*. Men zal zien dat in werkelijkheid de partij de levenskern is zonder welke de hele overige massa geen reden meer heeft als een bundel samenwerkende krachten beschouwd te worden.

De klasse vóórderstelt de partij, want in de geschiedenis te zijn en te handelen vereist dat de klasse een kritische leer van de geschiedenis heeft, en binnen de geschiedenis een doel om te bereiken.

De ware en enige revolutionaire opvatting van de aktie van de klasse bestaat erin de partij op te dragen de klasse te leiden. Dankzij de leerstellige analyse en dankzij een menigte historische ervaringen kunnen wij gemakkelijk iedere tendens die de noodzakelijkheid en de voorrang van de funktie van de partij ontkent en bestrijdt, op kleinburgerlijke en kontrarevolutionaire ideologieën terugvoeren.

Als het betwisten van onze leer vanuit *demokratisch* gezichtspunt gevoerd wordt, moeten wij dezelfde kritiek gebruiken, en het eraan onderwerpen, waarmee het marxisme de favoriete leerstellingen van het burgerlijk liberalisme stukslaat. Het zal voldoende zijn eraan te herinneren dat indien het bewustzijn van de mensen niet de oorzaak maar het resultaat is van de kenmerken van

het milieu waarin zij gedwongen zijn te leven en te handelen, het nooit regel zal worden dat de uitgebuitene, de hongere en de ondervoede zichzelf kunnen overtuigen, de welgevoede, en van alle middelen voorziene en met voorzieningen uitgeruste uitbouter omver te werpen en in zijn plaats te treden. Dat kan alleen bij uitzondering het geval zijn. De burgerlijke verkiezingsdemokratie raadpleegt zo graag de massa's omdat zij weet dat de meerderheid zich altijd ten gunste van de geprivilegieerde klasse uit zal, en aan de bourgeoisie het *recht* zal toestaan te regeren en de uitbuiting te vereeuwigen. Zelfs wanneer men de kleine minderheid van de burgerlijke *kiezers* van het totale aantal kiezers aftrekt of optelt, zullen de verhoudingen niet veranderd worden. De bourgeoisie regeert met de toestemming van de meerderheid, niet alleen de meerderheid van alle burgers, maar zelfs van de arbeiders alleen.

Wanneer dus de partij de akties en initiatieven, die specifiek aan haar toekomen, door de hele proletarische massa liet beoordelen, zou zij zich aan een veroordeling binden die bijna zeker gunstig voor de bourgeoisie zou zijn, en in ieder geval een oordeel, dat minder verlicht, minder vooruitgeschreden, minder revolutionair en vooral minder gedictieerd door het bewustzijn van het waarlijk kollektief belang van de arbeiders en van het uiteindelijke resultaat van de revolutionaire strijd dan het oordeel dat exclusief uit de partijorganisatie voortkomt, zou zijn.

Het idee van een *recht* van het proletariaat over zijn *klasse*aktie te beschikken is slechts een abstractie zonder enige marxistische inhoud, en dat verbergt de wens de revolutionaire partij ertoe te brengen haar rijen te openen voor minder rijpe lagen, omdat daardoor de beslissingen die uit zo een toetreding resulteren, steeds meer de burgerlijke en konservatieve opvattingen zouden benaderen.

Indien wij bevestigingen van deze waarheid, niet alleen op theoretisch gebied maar ook in de historische ervaringen, wilden zien, zou de oogst daaraan rijk zijn. Zoals bekend is het een geliefde gemeenplaats van de bourgeoisie om het 'gezonde verstand' van de massa's tegenover de 'misdrijven' van een 'handvol raddraaiers' te stellen, voor te wenden de beste genegenheid te hebben ten aanzien van de arbeiders terwijl de ergste haat tegen de partij wordt gevoed, de partij die het enige middel van de arbeiders is om de belangen van de uitbuiters schade toe te brengen. De rechtse stromingen van de arbeidersbeweging, de sociaaldemokratische scholen, waarvan de reaktionaire inhoud door de geschiedenis bewezen is, stellen steeds de massa's tegenover de partij en zouden de klasse ook willen erkennen in grote konsultaties die zich boven het enge kader van de partij uitstrekken; en als het hen niet lukt de partij over iedere preciese afgrenzing, op het gebied van de doctrine als op het gebied van de discipline in de aktie, heen te vergroten, proberen zij te bereiken dat niet door de partijkameraden alleen de voornaamste organen aangewezen worden maar dat die organen de voornaamste zullen zijn die als leden hebben zij die door een groter lichaam gekozen zijn om parlementaire taken te vervullen — en werkelijk vormen de parlementsleden altijd de uiterst-rechtse vleugel van de partijen waartoe zij behoren.

De hele ontarding van de sociaaldemokratische partijen van de II Internationale, en het feit dat zij steeds een minder revolutionaire houding aannamen dan de ongeorganiseerde massa's, kwam

doordat zij dag na dag steeds meer de juiste fy-
sionomie van de partij verloren, juist omdat zij
arbeiderisme en "labourisme" bedreven, dat wil
zeggen, zij funktioneerden niet meer als voorhoe-
de die de klasse vooruit was, maar als haar zuiver-
mechanische uitdrukking in een verkiezings- en
korporatief systeem, waarin de minst bewuste en
meest door groepsegoïsme beheerste lagen van de
proletarische klasse hetzelfde gewicht en dezelf-
de invloed toegemeten werd. Al voor de oorlog ont-
wikkelde zich een reactie tegen tegen deze ontaar-
ding. Deze reactie streefde, in het bijzonder in
Italië, ernaar de interne discipline van de partij
te verdedigen, elementen die zich nog niet volle-
dig op het revolutionaire terrein van onze leer
bevonden, de toegang te weigeren, de parlementaire
groep en de plaatselijke organen te verhinderen
zich autonoom te maken, en de rijen van de partij
van twijfelachtige elementen te zuiveren. Deze me-
tode heeft zich als echt tegengif van het reform-
isme bewezen, en vormt de grondslag van de leer
en de praktijk van de III Internationale: deze
stelt de functie van de gecentraliseerde, gedisci-
plineerde, duidelijk georiënteerd op de problemen
van principe en van taktiek voorop; "het
failliet van de sociaaldemocratische partijen van
de II Internationale was niet het failliet van de
proletarische partijen in het algemeen", maar, als
wij het zo mogen zeggen, het failliet van or-
ganismen die vergeten waren dat zij partijen wa-
ren omdat zij opgehouden waren partijen te zijn.

Er is nog een andere soort tegenwerping tegen de
kommunistische opvatting van de functie van de
partij, en deze hangt met een andere kritische en
taktische vorm van reactie samen op de reformisti-
sche degeneratie. Het gaat hier om de tegenwerping
van de syndikalistische school die de klasse in de
economische vakverenigingen erkent en beweert dat
het deze vakbonden zijn die de organen vormen, ge-
schikt om de klasse in de revolutie te leiden.
Ook deze tegenwerpingen, schijnbaar links, hebben
na de klassieke periode van het syndikalisme in
Frankrijk, Italië en de Verenigde Staten vandaag
nieuwe uitdrukkingswijzen gevonden, die zich bevin-
den aan de rand van de III Internationale, en laten
zich gemakkelijk op half-burgerlijke ideologieën
terugvoeren, zowel door de kritiek op het gebied
van de principes alsook door de vaststelling van
de resultaten waartoe zij gevoerd heeft.
Men zou de klasse willen individualiseren in een
organisatie die haar eigen is en die ongetwijfeld
karakteristiek en zeer belangrijk is: de vakbonden,
van beroep en van categorie, die eerder optreden in
de geschiedenis dan de politieke partij en die
veel bredere massa's omvatten en zodoende meer met
het geheel van de arbeidersklasse overeenstemmen.
Van een abstrakt standpunt uit gezien bewijst dit
kriterium enerzijds een onbewuste hoogachting van
dezelfde democratische leugen waarop de bourgeoi-
sie rekent om zich haar heerschappij te verzekeren,
doordat zij de meerderheid van het volk uitnodigt
zich een regering te kiezen. Van een ander theore-
tisch gezichtspunt uit gezien gaat deze methode de
burgerlijke inzichten vóór wanneer ze de vakvere-
nigingen de organisatie van de nieuwe maatschappij
toevertrouwt, en begrippen als autonomie en decen-
tralisering van de produktieve functies, net zoals
de reaktionaire ekonomen, naar voren schuift. Hier is
het niet onze bedoeling een volledige kritiek van de
syndikalistische leer te ontwikkelen. Het zal vol-
doende zijn wanneer wij vaststellen, gelijktijdig
de resultaten van de ervaring bekijkend, dat de
extreem-rechtse elementen van de arbeidersbeweging
steeds hetzelfde gezichtspunt hebben verdedigd door

de vertegenwoordiging van de arbeidersklasse door de
vakverenigingen voorop te zetten, terwijl zij goed
weten daardoor het karakter van de beweging op grond
van hierboven aangevoerde redenen, af te stempelen
en te verzwakken. De bourgeoisie zelf bekijkt de vak-
bondsuitingen van de arbeidersklasse met, geenszins
onlogische, sympathie en welwillendheid: het meest in-
telligente deel van de bourgeoisie zou zeer bereid-
willig hervormingen van haar vertegenwoordigend- en
Staatsapparaat inwilligen, om de "niet-politieke"
vakverenigingen een grote plaats te laten, zelfs
wat betreft hun eisen van controle over het produk-
tiesysteem. De bourgeoisie voelt aan dat
men voor het behoud van de bestaande toestand werkt,
zolang het proletariaat op een niveau van direkte en
economische eisen gehouden wordt die de categorieën
stuk voor stuk interesseren, omdat men daardoor de
vorming van dat gevaarlijke "politieke" bewustzijn
vermijdt, dat het enig revolutionaire is, omdat
het op de zwakke plek van de vijand mikt: het bezit
van de macht.

Het is echter aan de oude en moderne syndikalist
niet ontgaan dat het grootste deel van de vakbonden
beheerst was door rechtse elementen, dat de dikta-
tuur van de kleinburgerlijke leiders over de massa's
gegrondvest was op de vakbondsburokratie, meer nog
dan op het kiesmechanisme van de sociaaldemokrati-
sche pseudopartijen. Zodoende gingen de syndikalis-
ten, en met hen zeer veel elementen die alleen maar
door de wens, tegen de reformistische praktijk te
reageren, gedreven waren, op zoek naar nieuwe soor-
ten vakbondsorganisaties, en vormden nieuwe vakbon-
den, onafhankelijk van de traditionele. Deze uitweg
was theoretisch foutief daar hij de grondstelling
van de economische organisatie niet overwon: al die-
genen toe te laten die door hun deelname aan de
produktie zich in een bepaalde situatie bevinden,
zonder daarbij van hen bijzondere "politieke" over-
tuigingen en verplichtingen tot actie te verlangen,
welke actie zelfs het offer van hun leven kon eisen;
en omdat men de "producent" zocht, lukte het niet
boven de grenzen van de "categorie" uit te gaan, ter-
wijl het alleen de klassepartij lukt, die de "pro-
letariër" beschouwt in het uitgestrekte gamma van
diens omstandigheden en activiteiten, de revolutio-
naire geest van de klasse te wekken. En net zoals
het op theoretisch gebied foutief is, zo is het ook
inefficiënt gebleken in de praktijk.

Desondanks wordt ook tegenwoordig nog naar zulke op-
lossingen gezocht. Een absoluut foutieve uitleg van
het marxistisch determinisme, een beperkte voor-
stelling van de rol die de bewustzijns- en wilsfak-
toren in de vorming van de revolutionaire krachten
hebben, uitgaande van de invloed van de economische
factoren, brengt velen ertoe te zoeken naar een
"mechanisch" systeem van organisatie. Een bijna au-
tomatische inkadering van de massa, volgens de be-
trekkingen van de individuen in het produktieproces,
zou voldoende zijn deze massa bereid te maken om te
handelen voor de revolutie met het maximum aan re-
volutionaire efficiëntie. De illusionaire oplossing
die de bevrediging van de dagelijkse economische
behoefte verbindt met het eindresultaat van de om-
verwerping van het sociale systeem, enkel door een
bepaalde organisatieformule, duikt weer op. Die il-
lusie wil met een organisatieformule het oude pro-
bleem van de tegenstelling tussen de beperkte en
geleidelijke verworvenheden, en de hoogste realise-
ring van het revolutionaire programma oplossen.
Toen deze vragen in Duitsland bijzonder scherp naar
voren traden, wat toen tot de vorming van de KAPD
leidde, zei echter de meerderheid van de Duitse
kommunistische partij geheel terecht: *de revolutie
is geen kwestie van organisatievorm.*

De revolutie vereist een organisatie van alle aktie-

Partij en Klasse-aktie

Bij de uiteenzetting van fundamentele theoretische concepties in een vorig artikel, toonden wij niet alleen aan, dat er in het feit dat de politieke partij van de arbeidersklasse, absoluut noodzakelijk orgaan in haar strijd om de emancipatie, in haar rijen alleen maar een deel, een minderheid van de klasse, omvat geen tegenstelling bestaat, maar ook dat men niet van een klasse, begiftigd met een historische beweging, kan spreken, waar niet de partij bestaat, die zich exact bewust is van die beweging in de geschiedenis en van haar doelen, die zich in de aktie aan de spits van die beweging stelt.

Wanneer men de historische taken van de arbeiderklasse op haar revolutionaire weg, zowel voor als na de val van de macht van de uitbuiters, nauwkeuriger onderzoekt, vindt men de bevestiging van de absolute noodzakelijkheid van de politieke partij, die de gezamenlijke strijd van de arbeidersklasse moet leiden.

Om een preciese, en om zo te zeggen tastbare, voorstelling mogelijk te maken van de 'technische' noodzakelijkheid van de partij, zou men misschien eerst het werk erbij moeten betrekken dat het proletariaat moet uitvoeren nadat het aan de macht zal zijn gekomen en de leiding van de sociale machinerie aan de bourgeoisie ontrukkt zal hebben. De veelzijdige en moeilijke functies die het proletariaat na de verovering van de leiding van de Staat op zich moet nemen, wanneer het niet alleen de bourgeoisie moet vervangen in de leiding en het beheer van de gemeenschapsvoorzieningen maar een nieuwe, en in de grond verschillende, beheer- en regeringsmachinerie moet opbouwen, met veel ingewikkelder doeleinden dan die van de huidige regeringskunst, zullen een heel leger van individuen vereisen die bekwaam zijn de verscheidene functies te vervullen, de verschillende problemen te analyseren en in de afzonderlijke, nog slechts dunne, takjes van het kollektieve leven die criteria aan te wenden, die af te leiden zijn van de algemene revolutionaire principes die beantwoorden aan de noodzakelijkheid, die de proletarische klasse ertoe brengt de banden van het oude regime te verscheuren om nieuwe sociale verhoudingen op te bouwen.

Het zou een fundamentele fout zijn te geloven, dat een geheel van zo een vorming en specialisering, eenvoudigweg uit een beroepsmatig inschakelen van de arbeiders, volgens hun traditionele functie in het oude regime, voort zou komen. Het gaat er inderdaad niet om, bedrijf na bedrijf, de bijdrage aan technische competentie te elimineren, die voorheen door kapitalisten of nauw aan hen gelieerde elementen gegeven werd, door de vakkennis van de beste arbeiders te gebruiken; maar het gaat erom, voor een veel samenvattender werkzaamheid te kunnen zorgen, wat een politieke, administratieve en militaire voorbereiding vereist. Een voorbereiding die slechts dan kan ontstaan met de garantie, nauwkeurig aan de preciese historische opgaven van de proletarische revolutie te beantwoorden, wanneer zij uit een organisme ontspringt dat, zoals de politieke partij, enerzijds een historische visie van het proces van de revolutie en haar eisen heeft, en anderzijds over een streng gedisciplineerde organisatie beschikt die de onderschikking van de afzonderlijke functies aan het algemene einddoel van de klasse zeker stelt.

Een partij is een verzameling van personen die de-

zelfde algemene inzichten hebben over de ontwikkeling van de geschiedenis; die een nauwkeurige mening hebben over het einddoel van de klasse die zij vertegenwoordigen; en die een systeem van oplossingen van de verschillende problemen, waartegenover het proletariaat zich geplaatst ziet als het regerende klasse wordt, gereed hebben. Derhalve kan de regering van de klasse alleen maar een regering van de partij zijn. Na deze korte beschouwing, die zelfs door een oppervlakkige studie van de Russische revolutie duidelijk naar voren gebracht zou worden, gaan wij nu over naar de voorafgaande fase, dat wil zeggen, tot het bewijs dat ook de revolutionaire klasseaktie tegen de burgerlijke macht, slechts een partijaktie kan zijn.

Het is allereerst duidelijk dat het proletariaat niet rijp zou zijn om de uiterst moeilijke problemen van de periode van zijn diktatuur te beheersen, als niet het voor de oplossing van de problemen onontbeerlijke orgaan, de partij, al veel eerder begonnen was het geheel van haar leerstellingen en van haar ervaringen te vormen. Maar ook voor de direkte behoeften van de strijd, die in de revolutionaire omverwerping van de bourgeoisie haar hoogtepunt bereikt, is de partij het onontbeerlijke orgaan van de gezamenlijke klasseaktie. Des te meer kan men, logisch gesproken, niet van echte klasseaktie spreken (dat wil zeggen, die boven de grenzen van de belangen van beroepsgroepen of boven de onmiddellijke, kleine problemen uitgaat) waar er geen sprake is van een partijaktie.

In grote trekken is de opgave van de proletarische partij in de historische ontwikkeling de volgende.

De verhoudingen van het economische en sociale leven in het kapitalisme, worden voor de proletariërs elk ogenblik onverdraaglijker, en dwingen hen tot de poging diezelfde verhoudingen te overwinnen. Diegenen die de slachtoffers zijn van die verhoudingen, komen ertoe in complexe omstandigheden vast te stellen hoe onvoldoende de individuele hulpmiddelen zijn in deze instinctieve strijd tegen voor een groot aantal individuen gemeenschappelijke, ellendige en moeizame omstandigheden. En zij worden ertoe gedreven de vorm van de kollektieve aktie te proberen, om, door zich te verenigen, het gewicht van de eigen invloed op de sociale situatie waarin zij gebracht zijn, te verhogen. Maar door de ontwikkeling van de huidige kapitalistische vorm van het sociale leven, voert het elkaar opvolgen van deze ervaringen tot de vaststelling dat de arbeiders eerst dan een werkelijke invloed op hun eigen lot kunnen uitoefenen, wanneer zij hun pogingen over alle grenzen van lokale, nationale en beroepsmatige categorieën heen uitgebreid hebben, en wanneer zij deze inspanningen op een vergelegen en alomvattend doel gericht hebben, dat in de val van de politieke macht van de bourgeoisie concreet wordt. Want zolang de huidige politieke ordening overeind zal staan, bestaat haar functie erin om alle inspanningen van de proletarische klasse te verstoren om zich aan de uitbuiting te onttrekken.

De eerste groepen proletariërs die zich hiervan bewust worden, zijn diegenen die in de bewegingen van hun klassegenoten ingrijpen, en zij bren-

gen, door de kritiek op de inspanningen van hun klassegenoten, op de bereikte resultaten, op de fouten en de ontoedelingen, een steeds groter aantal proletariërs op het gebied van de algemene en doelbewuste strijd, die een strijd om de macht is, een politieke, een revolutionaire strijd.

Allereerst groeit aldus het aantal arbeiders die ervan overtuigd zijn, dat alleen door de revolutionaire eindstrijd het probleem van hun levensomstandigheden op te lossen is, en gelijktijdig versterken zich de rijen van hen die bereid zijn de onvermijdelijke moeilijkheden en offërs van de strijd onder ogen te zien, doordat zij zich aan de spits van de, door hun lijden tot opstand gedrongen, massa's stellen, om hun inspanning rationeel te gebruiken en volle efficiëntie ervan te verzekeren. De onmisbare taak van de partij ontwikkelt zich dan in twee etappes, allereerst als het feit van het bewustzijn, en vervolgens als het feit van de wil: de eerste zet zich om in een theoretische opvatting van het revolutionaire proces, die voor alle aanhangers hetzelfde moet zijn; de tweede vormt zich om in het aannemen van een preciese discipline, die de koördinatie van de aktie en daarom haar sukses verzekert. Natuurlijk is dit proces van het rijpen van de energie van de klasse nooit verlopen op een met zekerheid voortschrijdende en continue manier, en dat kan het ook nooit. Er is wel eens stilstand, achteruitgang, dwalingen, en vaak verliezen de proletarische partijen die wezenlijke karaktertrekken die zich gevormd hadden, en worden zo ongeschikt hun historische taken te vervullen. Zelfs door de invloed van typische verschijnselen van de kapitalistische wereld in zijn algemeenheid ontglipt vaak aan de handen van de partijen hun voornaamste functie: de, uit de bewegingen van de verschillende groepen ontspringende, drang te concentreren en naar het einddoel van de revolutie te leiden. En die partijen komen zover dat zij tenslotte alleen maar de onmiddellijke en voorbijgaande oplossing en bevrediging eisen, waarbij zij in de leer en in de praktijk degenereren, doordat zij aannemen, dat het proletariaat, binnen het kader van het kapitalistisch regime, de voorwaarden voor een nuttig evenwicht kan vinden, en doordat zij zich als politiek doel gedeeltelijke en kontingente doelen stellen en aldus de hellende weg van de klassensamenwerking betreden. Op deze verschijnselen van degeneratie, die hun hoogtepunt hadden in de grote wereldoorlog, volgde een periode van gezonde reactie; de door revolutionaire richtlijnen bezielde klassepartijen — de enige die werkelijk klassepartijen zijn — hebben zich overal weer gevormd en organiseren zich in de III Internationale, waarvan de leer en de aktie specifiek revolutionair en "maximalistisch" zijn.

Rondom de kommunistische partijen is er daarom, en bovendien in een fase die er helemaal uitziet als de beslissende fase, de beweging van de revolutionaire eenwording van de massa's en een inkadering van hun krachten voor de revolutionaire finale akties. Maar wederom kan het proces niet tot een onmiddellijke eenvoud van een regel beperkt worden; het brengt zware problemen van taktiek met zich mee, is niet immuun tegen gedeeltelijke en ook zware mislukkingen; het roept vragen op die de militanten van de revolutionaire wereldpartij zeer ter harte nemen.

Nadat zij het kader van haar leer gevestigd heeft, moet de nieuwe Internationale nog een algemeen plan van haar taktische methoden opstellen. Uit de afzonderlijke landen die deel uitmaken van de kom-

munistische beweging, stijgt een rij van vragen, op en de taktische vragen zijn aan de orde van de dag. Nadat het vaststaat dat de politieke partij het onmisbare orgaan van de revolutie is, nadat het buiten diskussie staat, met de theoretische resoluties van het tweede wereldkongres, dat de partij slechts een fractie van de klasse kan zijn, dringt het probleem naar voren, precies te weten welke uitbreiding de organisatie van de partij moet hebben, welke soort inkadering van de massa zij moet verwerklijken.

Er bestaat, tenminste men zegt het, een tendens die het liever bij volkomen zuivere, 'kleine partijen' houdt; een tendens die er bijna een behagen in zou scheppen zich van het contact met de grote massa's te vervreemden, doordat zij die beschuldigt weinig revolutionair bewustzijn en weinig revolutionaire capaciteiten te bezitten. Deze tendens wordt levendig bekritiseerd, en wordt als "links opportunisme" gekenschetst, naar het ons lijkt meer demagogisch dan gefundeerd, terwijl zo een benaming eerder voor de stromingen gereserveerd zou moeten worden, die de functie van de politieke partij ontkennen, en die beweren dat men een uitgebreide inkadering van de massa's kan hebben door vormen van puur economische, puur syndikale organisaties.

Het gaat er dus om dit vraagstuk van de verhoudingen tussen de partij en de massa grondiger te onderzoeken. De partij is een fractie van de klasse, goed; maar hoe het getalsmatige belang van deze fractie vaststellen? Wij willen hier het volgende zeggen: als er al een bewijs bestaat van volontaristische dwaling en zodoende voor typisch antimarxistisch "opportunisme" (opportunisme staat nu al gelijk met ketterij), dan is het *van te voren* willen vaststellen van de waarde van deze verhouding, als een regel van de organisatie, zo een dwaling; te willen bepalen, dat de kommunistische partij een aantal arbeiders moet hebben als haar georganiseerde aanhangers of als haar sympathisanten, dat boven of onder een zekere fractie van de proletarische massa ligt. Als men het, uit splitsingen en samengaan bestaande, vormingsproces van de kommunistische partijen met een getalsmatige regel beoordeelde, dat wil zeggen, in de te sterke partijen te snijden en door aan de te kleine partijen met geweld delen vast te plakken, dan zou men de belachelijkste fout begaan, omdat men niet begrijpt dat aan dat proces kwalitatieve en politieke normen vooraf moeten gaan, en begrijpt men niet dat dat proces zich voor het grootste gedeelte in de dialektische reperkussies van de geschiedenis vormt, waarbij het een organisatorische wetgeving ontvlucht die al te zeer de opgave wilde ondernemen de partijen in een vorm te gieten, om zodoende afmetingen te verkrijgen die voor geeigend en voor wenselijk gehouden worden.

Als onbetwistbaar in zo een taktische diskussie kan de wens gelden dat de partijen getalsmatig zo sterk mogelijk zijn en dat het die partijen lukt zo breed mogelijke lagen van de massa's naar zich toe te trekken. Er is niemand onder de kommunisten die het tot principe verheft met weinigen te zijn en in de ivoren toren der reinheid opgesloten te zijn. Het staat buiten elke vorm van diskussie dat de getalsmatige kracht van de partij en de geestdrift van de proletariërs rond haar, gunstige revolutionaire omstandigheden zijn, dat dat zekere aanwijzingen zijn van een rijpheid van de ontwikkeling van de proletarische energie, en er is daarom niemand die niet wenst dat de kommunistische partijen voordeelingen maken in deze richting.

Er bestaat dus geen gedefiniëerde of definiëer-

bare verhouding tussen de aanhangers van de partij en de grote massa van de arbeiders. Nadat vaststaat dat de partij haar functie vervult als minderheid van het proletariaat, zou het 'byzantijns' zijn uit te pluizen of zij een kleine of een grote minderheid moet zijn. Zeker is het volgende: wanneer de ontwikkeling van het kapitalisme in zijn tegenstellingen en in zijn inwendige botsingen, waaruit hoofdzakelijk de revolutionaire tendenzen voortkomen, nog maar in het begin staat, wanneer de vooruitzichten op de revolutie nog ver verwijderd zijn, kan de klassepartij, de kommunistische partij slechts uit kleine groepen van voorlopers bestaan, die een bijzondere capaciteit bezitten de perspectieven van de geschiedenis te verstaan, en kan het deel van de massa's dat de partij verstaat en haar volgt niet groot zijn. Wanneer daartegen de revolutionaire crisis aanstaande is, omdat de burgerlijke produktieverhoudingen steeds onverdraaglijker worden, dan stijgt het aantal in de rijen van de partij en bijgevolg ook haar invloed onder het proletariaat.

Wanneer het huidige tijdperk, naar de vaste overtuiging van alle kommunisten, een revolutionair tijdperk is, dan volgt daaruit dat wij in alle landen sterke partijen met een grote invloed op brede lagen van het proletariaat zouden moeten hebben. Waar zich dit echter nog niet verwezenlijkt heeft, hoewel er onweerlegbare bewijzen voor de scherpste en voor het nabij zijn van het uitbarsten van de crisis zijn, zijn de oorzaken voor dit gebrek zo ingewikkeld, dat het een enorm lichtzinnige gevolgtrekking zou zijn, de te kleine en weinig invloedrijke partij kunstmatig te vergroten, door haar andere partijen en delen van partijen aan te plakken, in de rijen waarvan de elementen zich bevinden die met de massa's in verbinding staan. De gelegenheid in de rijen van deze partij andere elementen op te nemen, of omgekeerd, uit overvolle partijen een deel der leden uit te sluiten, kan men niet van een rekenkundige waardering van de zaak afleiden, uit een kinderlijke teleurstelling ten aanzien van de statistische gegevens.

De vorming van de kommunistische partijen binnen en buiten Europa, met uitzondering van de bolsjewistische partij van Rusland, kwam tot stand in een tot het hoogste versneld tempo, aangezien de oorlog eveneens in een hoogst versneld tempo de deuren geopend heeft voor de crisis van het regime. De proletarische massa's kunnen niet stapsgewijs de weg van een zeker politiek bewustzijn volgen, maar zij worden als door de golven van een stormachtige zee voorwaarts en nog eens voorwaarts gestoten onder de eisen van de revolutionaire aktie. Van de andere kant blijft de traditionele invloed van de sociaaldemokratische methoden bestaan, en de sociaaldemokratische partijen zelf blijven op de voorgrond van het toneel om geheel en al ten gunste van de bourgeoisie het proces van verheldering te saboteren.

In de ogenblikken waarin het probleem van de oplossing van de crisis aan het uiterste punt is aangeland en het probleem van de macht zich aan de massa's opdringt, wordt het spel van de sociaaldemokraten verschrikkelijk duidelijk; want voor het dilemma: *diktatuur van het proletariaat* of *diktatuur van de bourgeoisie*, wanneer de keuze onvermijdelijk is geworden, kiezen zij de medeplichtigheid van de bourgeoisie. Wanneer echter deze situatie, ondanks haar naderen, nog niet is opgetreden, blijft een aanzienlijk deel van de massa's onder de oude invloeden van de sociaalverraders. Wanneer de kansen van de revolutie ook

maar in schijn, naar het zich laat aanzien, verminderen, of wanneer de bourgeoisie onverwachte weerstandskrachten begint te ontplooiën, is het onvermijdelijk dat de beweging van de kommunistische partijen kortstondig terrein verliest, zowel op het gebied van de organisatie als op dat van de inkadering van de massa's.

De onbestendigheid van de tegenwoordige situatie zal ons in het algemene beeld van de zekere ontwikkeling van de revolutionaire Internationale deze wisselvalligheden laten zien; ook al staat het buiten kijf dat de kommunistische taktiek zulke ongunstige omstandigheden moet weerstaan, het is even zeker dat de hoop absurd zou zijn, die omstandigheden met taktische formuleringen uit de wereld te helpen, zoals het evenzeer overdreven is zich daardoor tot pessimistische gevolgtrekkingen te laten verleiden.

In de abstrakte aanname van een gestage ontwikkeling van de revolutionaire energie van de massa's, vergroot de partij voortdurend haar getalsmatige en politieke krachten, groeit zij in kwantiteit, waarbij zij in kwaliteit gelijk blijft, daar het aantal kommunisten tegenover dat van de proletariërs toeneemt. In de werkelijke toestand, waarin de verschillende, voortdurend veranderende factoren van de sociale verhoudingen van de omgevende wereld op ingewikkelde wijze op de stemming van de massa's inwerken, ontkomt de kommunistische partij er niet aan een gevolg van die ontwikkeling te zijn, hoewel zij al diegenen verenigt die beter dan de overige massa het karakter van die ontwikkeling kennen en verstaan. Zij kan er niet omheen die wisselvalligheden te ondergaan, en ook al werkt zij ononderbroken als faktor van revolutionaire versnelling, zij kan niet door een of andere geraffineerdheid van een methode de onderliggende aard van de verschillende situaties geweld aandoen of onderste boven keren.

Maar het kwalijkste van alle geneesmiddelen, die ervoor konden dienen de ongunstige weerslagen van de situatie terzijde te schuiven, zou deze zijn: periodiek de theoretische en organisatorische principes waarop de partij steunt, het proces aan te doen, met het doel de uitbreiding van haar kontaktzone met de massa te vergroten. In situaties die de revolutionaire stemming van de massa's verminderen, komt meermalen datgene, wat door sommigen 'de partij naar de massa's brengen' wordt genoemd, erop neer de partij van haar karaktertrekken te ontdoen, door welke zij als reagens in die zin op de massa's inwerkt, dat zij de voorwaartse beweging weer opneemt.

Nadat de kommunistische partijen de preciese karaktertrekken van het revolutionaire proces op de resultaten van de leer en van de historische ervaring solide gegrondvest hebben, nadat is gebleken dat die karaktertrekken alleen maar internationaal kunnen zijn en zodoende tot slechts internationale richtlijnen aanleiding kunnen geven, moet men de vorm van hun organisatie voor vastgelegd houden, en moet men begrijpen dat haar bekwaamheid de massa's naar zich toe te trekken en geheel hun klassemacht te geven, zal afhangen van een strenge discipline in het programma en in de interne organisatie.

De kommunistische partij is met, door de internationale ervaringen van de beweging bekrachtigd, theoretisch bewustzijn uitgerust, wat haar voorbereid doet zijn op de eisen van de revolutionaire strijd; ook wanneer in zekere fasen van haar bestaan de massa's zich gedeeltelijk van haar verwijderen, heeft de partij de garantie ze bij zich te hebben wanneer die revolutionaire vragen gesteld worden die geen andere oplossing toelaten

dan welke in haar program zijn omvat. Wanneer de eisen van de aktie zullen bewijzen dat een gecentraliseerd en gedisciplineerd leidend apparaat nodig is, zal de kommunistische partij, waarvan de vorming door zulke kriteria geïnspireerd is, zich aan de spits van de in beweging geraakte massa's stellen.

Wij willen hieruit konkluderen dat de kriteria, die als basis in de beoordeling van de kommunistische partijen moeten dienen, ver verwijderd moeten zijn van een getalsmatige controle *achteraf*, over haar krachten in verhouding tot die van de andere partijen die zich op het proletariaat beroepen. Deze kriteria kunnen alleen maar in de exacte definiëring van de theoretische basis van het partijprogram bestaan, en in de strenge interne discipline van al haar organisaties en al haar leden, welke discipline het benutten van de arbeid van allen voor het beste resultaat van de revolutionaire zaak waarborgt. Elke andere vorm van ingrijpen in de samenstelling van de partij, die niet logisch uit de preciese aanwending van die richtlijnen afgeleid kan worden, leidt alleen maar tot illusoire resultaten, en ontnemt de klassepartij haar grootste revolutionaire kracht, die juist in de doctrinaire en organisatorische continuïteit van geheel haar propaganda en geheel haar werk bestaat; die bestaat in het feit "van te voren te hebben kunnen zeggen" hoe het proces van de beslissende strijd tussen de klassen eruit zal zien, in het feit zichzelf die vorm van organisatie te hebben gegeven die precies aansluit bij de eisen van de beslissende periode.

Deze continuïteit werd in de oorlogsjaren overal op niet meer te herstellen wijze verscheurd, en er bleef niets anders over dan weer van voren af aan te beginnen. Maar het ontstaan van de kommunistische Internationale als historische kracht, was de konkretisering, op de grondslag van uiterst duidelijke en beslissende revolutionaire ervaringen, van die lijnen, waarop de proletarische beweging in alle landen zich opnieuw kon organiseren. De eerste voorwaarde voor de revolutionaire overwinning van het wereldproletariaat is dus dat de Internationale een organisatorische stabilisering bereikt die overal de massa's een gevoel van beslissendheid en van zekerheid geeft, de massa's die de Internationale ook zal weten te winnen door haar vermogen op hen te kunnen wachten waar dat wachten onvermijdelijk is, opdat de ontwikkeling van de crisis nog op hen inwerkt, waar het onvermijdelijk is dat zij zich wenden tot bepaalde experimenten van de geniepige raadgevingen van de sociaaldemokratie. Er bestaan geen betere recepten om zo een noodzakelijkheid te overwinnen. Het tweede kongres van de Internationale begreep deze noodzakelijkheden. Het ging er hier om, aan het begin van een nieuw tijdperk dat tot de revolutie zou moeten voeren, de uitgangspunten voor een internationale arbeid van organisatie en van revolutionaire voorbereiding vast te leggen. Misschien was het beter geweest wanneer het kongres, in plaats van de in de verschillende thesen, alle van theoretisch-taktische natuur, opduikende argumenten op de rij af te volgen, allereerst de wezenlijke grondslagen van de kommunistische opvatting van theorie en program vastgelegd had, op de aanname waarvan de organisaties van alle deelnemende partijen zich op de eerste plaats zouden moeten grondvesten. En wanneer het kongres vervolgens de fundamentele richtlijnen van de aktie tegenover het probleem van de vakbonden, tegenover het agrarisch probleem, het koloniale probleem en zo voorts zou hebben geformuleerd, tot het ge-

disciplineerdaannemen waarvan alle aanhangers verplicht zijn. Dat alles bestaat echter, in de uit het tweede kongres naar buiten gekomen resoluties, en is voortreffelijk in de thesen over de toelatingsvoorwaarden van de partijen samengevat.

Wezenlijk is het aanwenden van de toelatingsvoorwaarden als een fundamentele en eerste organisatorische handeling van de Internationale te beschouwen, als een gedragswijze die voor eens en voor altijd wordt uitgevoerd om de georganiseerde en te organiseren krachten uit de chaos te bevrijden waartoe de proletarische beweging was geworden, en ze in de nieuwe Internationale te organiseren.

Men zal nooit vroeg genoeg de internationale beweging op het spoor van die internationaal-verplichte richtlijnen brengen, want de grote kracht die haar de vervulling van haar taak als drijfkracht van de revolutionaire energie mogelijk maken zal, bestaat in het bewijs van een continuïteit in gedachten en in aktie naar een precies doel toe, dat zich eens voor de ogen van de massa's duidelijk zal aftekenen en hun polarisatie naar de avant-garde partij bewerkt, en daarmee de grootste kansen op de overwinning voor de revolutie.

Wanneer op deze eerste, in organisatorische zin evenwel definitieve, ordening van de beweging in menig land partijen met een ogenschijnlijk spaarzaam aantal aanhangers naar voren treden, kan men, wat zeer nuttig is, de oorzaken van zo een omstandigheid onderzoeken; maar toch zou het absurd zijn de richtlijnen te willen veranderen en vernieuwd, te willen aanwenden met het doel een andersgeaarde krachtsverhouding van het aantal aanhangers van de partij met betrekking tot de massa of ten opzichte van de andere partijen te bereiken. Daarmee zou men slechts de gezamenlijke arbeid van de eerste organisatieperiode nutteloos maken en onwerkzaam, doordat men van voren af aan begint en zo de mogelijkheid laat bestaan steeds weer de voorbereidingsarbeid van voren te beginnen en aldus gewis tijd te verliezen in plaats van tijd te winnen.

Dat geldt des te meer voor de konsekventies op internationaal gebied, want zo een uitleg van de internationale organisatorische regels, die een herroepen steeds opnieuw mogelijk maakt en precedenten schept, waar men het ingewilligd heeft de partijen "een nieuwe gestalte te geven", zoals men na een eerste, slecht gelukte uitgieting het metaal opnieuw smelt om het standbeeld opnieuw te maken, dat zou aan de "voorwaarden" die de Internationale aan de partijen en de individuen stelt die zich bij haar willen aansluiten, alle autoriteit en alle invloed ontnemen; dat zou de stabilisering van het kader van het revolutionaire leger tot in het eindeloze uitstellen, en steeds nieuwe officieren zouden ernaar kunnen streven "onder behoud van rang" tot haar toe te treden.

Men mag dus niet voor de grote of voor de kleine partijen zijn; men mag niet voorwenden de gehele basis van zekere partijen onderste boven te keren onder het voorwendsel dat het geen "massapartijen" zijn. Men moet eisen dat de kommunistische partijen overal op vaste regels van programmatische en taktische organisatie berusten, waarin de meest waardevolle ervaringen van de revolutionaire strijd die op internationaal gebied verzameld zijn, samengevat zijn.

Hoe moeilijk het ook is dit alles duidelijk te maken zonder lange beschouwingen en aanhalingen van gebeurtenissen uit het leven van de proletarische beweging, het komt niet uit de steriele en abstracte wens voort zuivere, perfecte, orthodoxe partijen te willen hebben, maar juist uit de zorg op de meest werkzame en zekerste manier de realisering van de revolutionaire taken van de klassepartijen

te bereiken.

De partij zal nooit zo zeker door de massa's omgeven zijn, en deze massa's wederom zullen nooit een zo zekere bescherming voor hun klassebewustzijn en hun macht hebben, dan wanneer het voorafgegane leven van de partij wijst op een continuïteit van de beweging in de richting van de revolutionaire doelen, zelfs zonder en tegen de massa's in ongunstige tijden. Men zal de massa's nooit effectief kunnen winnen, als men niet strijdt tegen hun opportunistische leiders; dat betekent dat men ze moet winnen doordat men de bouw van de niet-kommunistische partijorganisaties die nog aanhang onder de massa's hebben, vernietigt en de proletarische elementen in de kaders van de solide vastgelegde organisatie van de kommunistische partij opneemt. Dit is de enig werkzame methode waarvan het succes in de praktijk verzekerd is. Dit komt precies overeen met de positie van Marx en Engels tegenover de dissidente beweging der Lasallianen.

De Kommunistische Internationale zou daarom alle elementen en groepen, die haar met reserves, wat betreft de theorie en de taktiek, benaderen, met het grootste wantrouwen moeten beschouwen. Wij geven toe dat men deze beoordeling niet tot een *absolute* uniforme internationale waardering kan maken, daar zij niet van de waardering van bepaalde speciale voorwaarden van landen kan afzien, waarin beperkte krachten op het preciese terrein van het communisme samenkomen. Maar in deze beoordeling mag het feit dat de voorhanden zijnde kommunistische partij getalsmatig klein of groot is, geen gewicht worden gegeven om daaruit de doelmatigheid af te leiden, de criteria te verruimen of te verengen, waarmee elementen, of erger, groepen aangenomen worden, die in meerdere of mindere mate nog niet volledig voor de thesen en de methoden van de Internationale gewonnen zijn. Zulke aanwinsten zouden geen aanwinsten van positieve krachten zijn; in plaats van nieuwe massa's tot ons te brengen, zouden wij het risico lopen dat duidelijke proces van het winnen van de massa's in gevaar te brengen, een proces waarvan wij het zo snel mogelijk vooruitgang boeken zouden moeten wensen, zonder evenwel zo een wens onvoorzichtig in een richting te laten gaan die integendeel het solide en definitieve succes kan vertragen.

Het is nodig binnen de taktiek van de Internationale, binnen de fundamentele criteria, die de aanwending ervan op de complexe problemen van de praktijk voorschrijven, zekere richtlijnen te geven, die steeds de beste resultaten opgeleverd hebben: de absolute onverbiddelijkheid tegenover, ook soortgelijke, partijen, door de toekomstige gevolgen ervan te bekijken, waarbij men voorbijgaat aan de kontingente drang de ontwikkeling van bepaalde situaties te bespoedigen; de discipline, die vereist is van de leden, waarbij men niet alleen op het respekteren ervan op dit moment moet letten, maar ook op de voorafgaande daden, met het grootste wantrouwen tegenover bekeren. Het criterium, individuen en groepen niet te beschouwen alsof zij op elk moment het recht zouden hebben een "diensttijd" in het kommunistische leger aan te gaan of ermee op te houden, maar hen in het licht van hun vroegere verantwoordelijkheden te beoordelen. Wanneer dit de partij ook op een moment in een te enge kring schijnt op te sluiten, is dat alles geen theoretische luxe, maar een taktische methode met een absoluut zekere daadkrachtigheid voor de toekomst.

Duizenden voorbeelden bewijzen hoe slecht en weinig nut hebbend de "revolutionairen van het

laatste uur" in ons kader passen; dat wil zeggen diegenen, die zich gisteren nog door een speciale situatie een reformistische oriëntatie lieten dicteren, en die zich vandaag genoodzaakt voelen de fundamentele kommunistische richtlijnen te aanvaarden, doordat zij beïnvloed zijn door vaak te optimistische verwachtingen over het aanstaande zijn van de revolutie. Er hoeft maar opnieuw een verandering van de situatie te zijn — en wie kan in de oorlog zeggen hoeveel wisselingen van opmarsen en terugtrekkingen er vóór de uiteindelijke overwinning zullen zijn —, en deze elementen keren tot hun voormalig opportunisme terug en beschadigen aldus het gehalte van onze organisatie. De internationale beweging mag niet alleen uit diegenen samengesteld zijn, die vast van de noodzakelijkheid van de revolutie overtuigd zijn en bereid zijn voor haar te vechten en elk offer te brengen, maar ook door hen die besloten zijn zich op revolutionair terrein te bewegen, zelfs wanneer de moeilijkheden van de strijd aantonen dat de overwinning moeilijker en verder weg is dan men geloofd had.

Door de vaste basis van onze internationale organisatie zullen wij in het ogenblik van de akute revolutionaire crisis de elementen rond ons kunnen aantrekken die vandaag nog weigerachtig zijn, en zo gelijk krijgen ten opzichte van de sociaal-demokratische partijen van allerlei slag. Wanneer de revolutionaire mogelijkheden niet zo nabij zijn, zullen wij niet eenmaal een ogenblik lang het risico riskeren van onze voorbereidingsarbeid afgeleid te worden en achter de oplossing van andere problemen, die van voorbijgaande aard zijn, aan te gaan, waarvan slechts de bourgeoisie profijt zou hebben.

Een ander aspect van het vraagstuk van de taktiek dat zich stelt aan de kommunistische partijen, is de keuze van het moment waarop men de parolen voor de actie geven moet, of het nu voor een sekundaire actie is, dan wel voor de uiteindelijke actie. Vandaag de dag discussieert men dus hartstochtelijk over de "aanvalstaktiek" van de kommunistische partij, die bestaat uit het realiseren van een zekere inkadering en een zekere bewapening van de leden en de meest nabijstaande sympathisanten, om hen op het geeignende moment in een aanvalsactie in te zetten, die bedoeld is om de massa's in een algemene beweging te brengen, of ook voor spektakulaire acties, om de reaktionaire aanvallen van de bourgeoisie te beantwoorden.

Ook hier vormen zich gewoonlijk twee tegengestelde waarderungen van het probleem, waarvan geen enkele kommunist het vaderschap op zich zou nemen. Niemand die kommunist is kan bezwaren hebben tegen het aanwenden van de gewapende actie, van represailles en zelfs van de terreur, en ontkennen, dat de kommunistische partij de direkte leider van deze, discipline en organisatie vereisende, vormen van actie moet zijn.

Even zozeer is de opvatting infantiel volgens welke het gebruik van het geweld en van de gewapende acties voorbehouden zijn voor "de grote dag", op welke de laatste strijd om de verovering van de macht losbranden zal. Het ligt in de aard van de revolutionaire ontwikkeling dat bloedige treffens tussen het proletariaat en de bourgeoisie reeds voor de uiteindelijke strijd plaats hebben; het kan gaan om, niet door succes bekroonde, pogingen van de proletariërs, maar ook kan het de betekenis hebben van onvermijdelijke, gedeeltelijke en voorbijgaande botsingen tussen de tot opstand gedreven groepen proletariërs en de burgerlijke verdedigingskrachten, of tussen de "witte garde" bendes der bourgeoisie en de door deze aangevallen en geprovoceerde arbeiders. Net zo min is het juist om te zeg-

gen, dat de kommunistische partijen zulke akties moeten afkeuren en alle inspanningen voor het laatste ogenblik moeten opsparen, want iedera strijd heeft een oefenperiode nodig en een periode van opleiding, en de bekwaamheid van de revolutionaire inkadering der partij moet zich in deze voorbereidende akties beginnen te smeden en te beproeven.

Aan deze overwegingen zou evenwel hij, die zonder meer de aktie van de politieke klassepartij als de aktie van een generale staf opvat, een foutieve waardering toekennen, als hij meent, dat van de wil van die generale staf alleen de beweging der strijdkrachten en hun gebruik afhangt, en als hij zich een imaginair taktisch perspektief van de partij vormt, die op een bepaald ogenblik, als zij meent een voldoende sterk militair net opgebouwd te hebben, plotseling tot de aanval overgaat, in het geloof met deze krachten de verdedigingskrachten van de bourgeoisie te kunnen verslaan.

De aanvallende aktie van de partij is eerst dan denkbaar, wanneer de realiteit van de maatschappelijke en sociale toestand de massa's in beweging zet om problemen op te lossen die direkt hun eigen lot interesseren, en wel op de grootste schaal, waarbij die massa's een agitatie scheppen die zich slechts in een echt revolutionaire richting kan ontwikkelen, op voorwaarde dat de partij tussen beide komt door de algemene doelen vast te leggen en de beweging in een, ook militair-technisch, goed georganiseerde en rationele aktie in te kaderen. Ook in gedeeltelijke bewegingen van de massa's lijdt het geen twijfel dat de revolutionaire voorbereiding van de partij kan beginnen zich in geplande akties uit te drukken, zoals in het, absoluut noodzakelijke, taktische middel van de represailles tegen de terreur van de witte garde, die ernaar streeft het proletariaat het gevoel te geven uiteindelijk zwakker te zijn dan de tegenstander, en het ertoe te brengen van de revolutionaire voorbereiding af te zien.

Maar te geloven dat men met het spel van deze krachten, ook al zijn ze nog zo voortreffelijk georganiseerd en op brede basis, de situaties zou kunnen verschuiven en uit een toestand van stagnatie het in gang zetten van de algemene revolutionaire strijd zou kunnen bewerkstelligen, is nog een volontairistische opvatting, die in de methoden van de marxistische Internationale een plaats kan noch mag vinden.

Scheppen kan men noch de partijen noch de revoluties. Men leidt de partijen en de revoluties, door de vereniging van de nuttige internationale revolutionaire ervaringen, met het doel de best mogelijke werkzaamheid voor de overwinning van het pro-

letariaat in de strijd te verzekeren, waarop de historische periode waarin wij leven onvermijdelijk uitloopt. Wij menen tot deze konklusie te moeten komen.

De wezenlijke leidende kriteria van de massa-aktie, die uitgedrukt worden in de organisatorische en taktische grondthesen die de Internationale voor alle partijen moet vastleggen, mogen niet de illusie wekken partijen te willen fabriceren, die geschikt zijn de revolutie te garanderen, maar moeten geïnspireerd zijn door de marxistische dialectiek, terwijl zij zich vóór alles op de helderheid en onverdeeltheid van het program aan de ene kant, en op de centraliserende discipline van de taktiek aan de andere kant stellen.

Twee opvattingen lijken ons opportunistische afwijkingen van de rechte weg te zijn. Ten eerste deze, die de natuur en de karaktertrekken van de partij van de waardering afleidt of het mogelijk is of niet bij de stand van zaken aanzienlijke krachten te verzamelen, dat betekent, zich door de situatie de organisatieregels van de partij te laten dicteren, om de partij van buiten af een samenstelling te geven die verschillend is van die samenstelling, waartoe de situatie haar gebracht heeft. Ten tweede die opvatting, die gelooft dat de partij, als zij maar sterk in aantal is en een militaire voorbereiding heeft, door aanvalsbewegingen de revolutionaire situaties zou kunnen uitlokken, dat wil zeggen, zich aan te matigen, de historische situaties door de wil van de partij te scheppen.

Hoe de afwijking naar "links" of naar "rechts" ook steeds moge zijn, zeker is dat beide zich van de rechte marxistische weg verwijderden. In het eerste geval ziet men af van wat de legitieme tussenkomst van een internationale beweging, begiftigd met een systematisch geheel van organisatorische en taktische normen, afgeleid van een precies bewustzijn en van historische ervaring, op het verloop van het revolutionaire proces kan en moet hebben, wat mogelijk is om te realiseren en wat door onze plicht verlangd wordt. In het tweede geval meet men aan de wil van de minderheden een overmatige en onwettelijke invloed toe, en riskeert men zo alleen verwoestende nederlagen tegemoet te gaan. De kommunistische revolutionairen daarentegen moeten zij zijn, die, gezamenlijk gehard door de ervaringen in de strijd tegen de degeneraties van de proletarische beweging, onwrikbaar in de revolutie geloven en onwrikbaar de revolutie willen, die niet op de revolutie een wissel hebben afgesloten waarvan zij de betaling verwachtten, en die niet zullen toegeven aan wanhoop en ontmoediging als de verzilvering met een dag verdrag is.

ve en positieve krachten, verenigd door een doctrine en door een doel. Belangrijke lagen en talloze individuen die materiëel bij de klasse horen en in wier belang de revolutie zal zegevieren, staan buiten deze organisatie. Maar de klasse leeft, strijdt, maakt vorderingen, overwint dankzij het werk van de krachten die zij in de smarten van de geschiedenis heeft verwekt. De klasse gaat uit van een onmiddellijke homogeniteit van economische situatie, welke voor ons verschijnt als de eerste drijfveer van het streven het bestaande produktiesysteem te overwinnen, het te breken. Maar om deze grandioze rol op zich te nemen heeft de klasse een eigen denken en een eigen wil nodig, die de door onderzoek en kritiek gedefinieerde doelen nastreeft; zij heeft een eigen strijdorganisatie nodig die de inspanningen en de offers kanaliseert en ze gebruikt met het grootste rendement. Dat alles, dat is de partij.

Bericht uit Nederland - Balans van de stakingen

Van eind augustus tot half oktober zijn de havens in Nederland in beweging geweest door belangrijke stakingen van de havenarbeiders en de sleepers. Ondanks onlosontbrekenbare beperkingen is deze strijd een betrekkelijke "sociale vrede" komen doorbreken, een vrede die al prekäair bleek bij het uitvoren van de crisis. Zij heeft aangetoond dat de arbeidersklasse de verdrijving afschudt waarin decennia van kapitalistische "welvaart" haar had gestort, zelfs in de landen waar vanwege historische redenen de dosis slaapmiddel bijzonder stevig was geweest! De staking, die vooral de haven van Rotterdam heeft geraakt (de belangrijkste haven van Europa), was de eerste sinds de wilde staking van 1970, en zij richtte zich opnieuw tegen de bestuurlijke apparaten van de vakbond en tegen de sociaaldemocratie; maar de arbeiders hebben ook met andere politieke krachten te maken gehad, die in het bijzonder ertoe hebben geleid de strijd te steriliseren: de CPN (de Kommunistische Partij) en een in de haven invloedrijke maoistische organisatie, de GML. Het zijn dan ook deze twee partijen geweest die de beweging feitelijk hebben geleid en die de verantwoordelijkheid dragen voor het betrekkelijke mislukken ervan.

De staking in de haven is uitgebroken door het failliet van het systeem van de "kontrakten", dat de salarissen aan de kosten van het levensonderhoud koppelt en dat niet kan blijven voortbestaan vanwege de huidige "ekonomische dwang". Een matigingspolitiek die in het geheel niet bestreden wordt door de sociaaldemokratische vakbond, de FNV, die in de havens 3500 leden telt (1). Daarom was de bondsleiding al vóór de staking het vertrouwen van de leden kwijt. In augustus '78 hadden de vakbondsleden voor een loonsverhoging gestemd en in april '79 hadden zij het minimale akkoord verworpen dat afgesloten was door de vakbondsleiders en dat slechts een loonsverhoging opleverde van 0,12 gulden per uur! De FNV heeft zich toen uitgesproken tegen elke nieuwe onderhandeling en de havenwerkgevers zelf hebben de FNV uitgenodigd om de onderhandelingen te hervatten, omdat die het sociale klimaat voelden verslechteren.

Parallel daaraan was men getuige van het oprichten van een comité van Rotterdamse havenarbeiders, dat in werkelijkheid door de CPN naar voren is geschoven. De CPN heeft door dit initiatief willen profiteren van de onvrede, zonder evenwel de werkelijke strijd, dat wil zeggen de staking, voor te bereiden om de eisen te bereiken die al maanden lang naar voren kwamen in de vakbondsvergaderingen: 30 gulden netto per week, pensioen op 60-jarige leeftijd, 25 dagen vakantie per jaar, herstel van de ongeschoonde prijskompensatie, 35-urige werkweek en de vijfploegendienst. Alleen de maoïsten van de GML maakten wat propaganda voor de staking. Dit alles verklaart waarom deze staking spontaan uitbreekt en waarom zij zich pas na enkele dagen een leidend orgaan, het stakingscomité, geeft.

De staking van de havenarbeiders breekt uit na de verociëling van 16 stadssleepers die in staking waren, terwijl deze categorie arbeiders (ongeveer 500 stakers die de activiteit van de haven verlammen, uitgezonderd in de oliësector die niet onder de stadssleepers valt) net was begonnen te strijden voor soortgelijke eisen als die van de havenarbeiders.

De staking van de havenarbeiders was massief en heeft praktisch de gehele niet-machinale sektor van de Rotterdamse haven (12.000 man) verlamd, zonder evenwel de machinale containerbedrijven erbij te betrekken (1100 arbeiders die ALLEEN 55% van de totale overslag realiseren). Over het geheel genomen lijkt het dus, dat de uitbreiding van de stijd naar deze laatste sektor absoluut onmisbaar was om aan de staking geheel haar stootkracht te geven. Dat de beweging juist daarin niet is geslaagd, is niet alleen een kwestie van de krachtsverhoudingen. Ook al was het in feite heel moeilijk, door het gebrek aan reeds bestaande kontakten met andere havens (met name Antwerpen), het ging erom een vastbeslotenheid te laten zien alle activiteit in de haven van Rotterdam onmogelijk te maken. Om dit te bereiken had het fundamentele wapen van de stakers moeten liggen in een stevige organisatie, die gebruik maakt van de massieve stakingspiketten en van de zelfverdediging tegenover het politietreden. Ongelukkig genoeg zijn de stappen, die in deze richting gedaan zijn, praktisch alleen spontaan ontstaan, en vonden die niet eerder plaats dan pas na twee weken staken, toen de onderhandelingen in een impasse zaten. Het was niet zozeer het ontbreken van moed bij de stakers, waarvan zij herhaaldelijk blijk hebben gegeven tijdens de confrontaties met de politie, maar vooral van de klasse-organisatie om de strijd te leiden. In feite was het stakingscomité geenszins toeberekend voor haar taak, en terwijl de arbeiders zoals in '70 de betaalde burokraten van de sociaaldemokratische vakbond helemaal hadden verworpen, die in de staking overigens 400 leden heeft verloren, en om nog maar te zwijgen over de christelijke vakbond, toonde de leiding, die het op zich heeft genomen de kop te nemen van de stakingsbeweging, geen enkele werkelijke vastbeslotenheid om de klassewapens ter hand te nemen; en niet zonder reden want men moet in het oog houden hoe die leiding naar voren is gekomen. IN FEITE IS HET PAS op de derde dag van de staking dat de havenarbeiders het "comité van havenarbeiders" van de CPN, en de groep die onder de invloed staat van de GML, praktisch verplichten samen te gaan en het stakingscomité op te richten. Op basis van twee afgevaardigden per onderneming omvat het comité 50 leden. Zelfs al waren niet alle komiteeleden beïnvloed door deze twee stalinistische partijen, toch trokken de voornaamste leiders het comité mee, in de door hun partij gewilde richting. Dit was van groot belang voor de oriëntatie van de staking, die op verschillende punten katastrofaal zal blijken uit te pakken.

Ten eerste: door zich te gedragen als een miniparlement, waar de meningsverschillen geformuleerd en vervolgens weggemoffeld worden, om een eenheid naar buiten toe te presenteren wanneer het comité voor de algemene vergadering staat. Tijdens deze vergaderingen met gemiddeld 1000 arbeiders, konden de havenarbeiders het woord voeren, maar geen enkele keer was er een oproep om over wat ook naar te beslissen, met uitzondering van het stemmen over het wel of niet voortzetten van de strijd. Ten tweede: dit comité stelde zich lange tijd tevreden met de illusie dat het aantal der stakers

alleen, ook als dezen passief bleven, voldoende zou zijn om de bazen te doen buigen, terwijl, zoals wij hebben gezien, het vóór alles nodig was de staking op zijn minst uit te breiden naar de containersektor van Rotterdam, en vervolgens naar de andere havens. Nog belangrijker zelfs is het, dat de CPN via de leden van het komitee, een campagne gaat voeren tegen de "provokaties" die bestaan uit de pogingen de politieblokkades die rond de stakers gelegd waren, te doorbreken. Ongetwijfeld daarom zijn de pogingen, die in de richting gingen van de uitbreiding van de staking, zeer zwak geweest, waardoor de politie het "recht op werk" kon doen respekteren door enkele tientallen arbeiders te arresteren.

Ten derde: het stakingskomitee verdedigde een zeer beperkte opvatting van de solidariteit, door manifestaties in de richting van de publieke opinie te verkiezen boven werkelijke acties naar de bedrijven toe.

Dit maakte dat enkele keren de arbeiders verder zijn gegaan dan het stakingskomitee wilde, wat hen toen een openlijke veroordeling door de CPN opleverde. Zo hebben zij het gebouw van de sociaaldemokratische vakbond bezet om de opening van de stakingskassen te verkrijgen, en ook hebben zij aan hun eisen vastgehouden, zelfs toen de woordvoerder van de CPN in het stakingskomitee hen uitnodigde redelijk te zijn door hun eisen af te zwakken (f28,50 bruto in plaats van f30,- netto).

De beweging kon onder deze omstandigheden ongelukkigerwijs niet anders dan traineren en vervolgens teruglopen onder de slagen van de repressie (ingrijpen van de politie -de burgemeester is sociaaldemokraat- tegen de stakingspiketten, arrestatie van havenarbeiders en sleepers etc.), om uiteindelijk af te lopen op basis van een akkoord, dat midden in de staking door de FNV was afgesloten en welk akkoord al daarvoor door de arbeiders was verworpen (de bekende f28,50 bruto).

Tot besluit, deze staking, die een harde beproeving was voor de bourgeoisie en die het mogelijk maakte dat de sociaaldemocratie en haar vakbond zich wat meer onmaskerden, kan alleen maar positief zijn voor de arbeiders wanneer zij ook hun valse vrienden herkennen, verborgen, maar niettemin echte vijanden: de CPN en de neostalinistische en centristische groeperingen: de maoïsten maar ook de trotskisten (2). Van de andere kant tonen de beperktheden van het stakingskomitee en van de Algemene Vergaderingen, als zij geleid worden door een opportunistische leiding, duidelijk aan, tegenover de verheerlijkers hiervan, dat deze vormen niets wonderbaarlijks hebben, en dat het er in werkelijkheid om gaat uit deze strijd en ook uit haar voorbereiding een nieuwe klasseleiding te laten ontstaan. Deze laatste moet de verantwoordelijkheid hebben op te komen voor echte klassemethoden, die te verdedigen en ze toe te passen: effectieve stakingspiketten, zelfverdediging door de arbeiders, uitbreiding van de strijd en van éennakende eisen: flinke loonsverhogingen, verkorting van de arbeidstijd zonder inlevering van salaris... Men moet ook de noodzakelijkheid van het proletarische eenheidsfront naar voren brengen, dat gesyndikeerde en niet-gesyndikeerde arbeiders verenigt, dat zich organiseert tegen de bourgeoisie en haar reformistische en opportunistische knechten. Dit alles onderstreept de omvang van de problemen die de arbeidersklasse nog te wachten staan, en die niet in één klap opgelost zullen worden, en ook de omvang van het werk dat ons als Internationale Partij toekomt.

Wat betreft hen die zich vandaag sterk maken het uittreden uit de vakbond voor te stellen als een oplossing, terwijl deze staking georganiseerden en niet-georganiseerden heeft verenigd (afgevaardigden van de FNV namen zelfs deel aan het stakingskomitee): zij geven vooral vandaag blijk van immediatisme, en verdelen de arbeiders.

1- Van de 14.000 Rotterdamse havenarbeiders zijn er verder 1000 lid van het FHV, een categoriale vakbond die de staking van '70 geleid heeft, 1000 lid van het OVB (anarcho-syndikalistisch) en 150 van de christelijke vakbond CNV.

2- Deze laatsten hebben onder de invloed van hun partij de staking alleen maar becommentarieerd door zich te voegen naar de mening van de CPN, met name over de rol van het geweld: "het geweld tegen de werkwilligen is niet het middel om de bazen te treffen...", een fraai smoesje.

NOTRE PRESSE EST EN VENTE :

- BRUXELLES :
La Borgne Agasse
Rue de l'Athénée, 18

C. Delcourt
Chaussée d'Ixelles, 8
- LOUVAIN LA NEUVE :
Centre Galilée
Pl. Galilée
- ANVERS :
Free Press Bookshop
Walstraat 7
- CHARLEROI :
Clunney
Bd Tirou, 86
- GENT :
Universitaire Boek-handel
20, St Amandstraat

Boekenfonds Maruix
Ajuinlei 18
- ATH :
Noterman
Chaussée de Mons 54
- HASSELT
Standaard Boekhandel
Alderstraat 9

voor alle contacten:
20, rue Jean-Bouton
75012 Pari

Soutenez le développement de la
presse internationale du Parti
Souscrivez !